



YouTube



Dimanche

12 mars 2023

20 pages

No 562

Gratuit

55 ans de l'Indépendance

Un basculement vers l'autocratie

- C'est le constat du dernier rapport de V-Dem, mais aussi de plusieurs acteurs de la société mauricienne

Raouf Bundhun, ancien vice-Président de la République

« Il n'y a plus la démocratie qu'on souhaitait avoir au départ »

Xavier Duval, leader de l'Opposition

« Le pays est à la dérive »

Il plaide pour un changement de gouvernement et une refonte du système

Transferts massifs au sein de l'ADSU

Doutes et interrogations aux Casernes centrales

Réflexion

Le coup réussi de Navin Ramgoolam

Le gouvernement mène-t-il le football à la mort ?

Man. Utd v/s Southampton

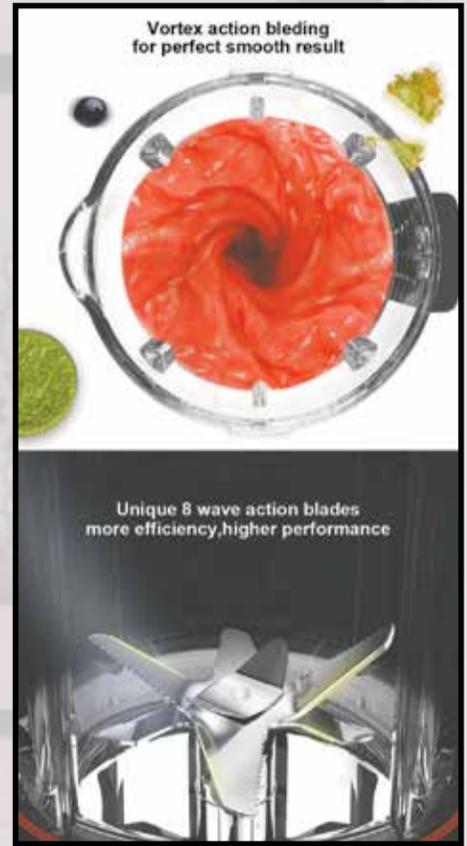
Les Mancuniens en forme

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Cold and hot applicable suitable for all seasons

Hot Drink

Cold Drink

Thickened borosilicate glass jar

300°C Resistance to cold and heat shock

Five layers Composite cup

health Thickened borosilicate glass

- ☐ Thermal resistant layer
- ☐ Antistatic on layer
- ☐ Borosilicate layer
- ☐ Water resistant adhesive layer
- ☐ Harder Tempered layer

Dry Grinding

Medicine Herbs Spices

Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Transferts massifs au sein de l'ADSU

Doutes et interrogations aux Casernes centrales

Véritable coup de neuf à l'Anti Drug and Smuggling Unit (ADSU) depuis la semaine dernière, après un exercice de transferts concernant au moins une cinquantaine d'éléments, aux grades d'ASP, de chefs inspecteurs, d'inspecteurs, de sergents, de caporaux et de constables. Ces officiers ont été mutés à la force régulière, la SSU ou encore la SMF. L'exercice de transferts n'est pas encore terminé et se poursuivra dans les jours à venir, apprenons-nous.

Le premier à avoir été muté la semaine dernière est le DCP Choolun Bhojoo, qui dirigeait l'ADSU depuis le début de 2015. Choolun Bhojoo a, à son tableau de chasse, plusieurs saisies records de drogue, à commencer par l'affaire Navind Kistnah en mars 2017 où 135 kilos d'héroïne avaient été dissimulés dans des compresseurs retrouvés dans un conteneur au port. En octobre 2018, l'ADSU du nord avait intercepté un hors-bord dans le nord, avec à son bord, 110 kilos d'héroïne et plusieurs suspects avaient été arrêtés. Et en mai 2021, il y avait eu la saisie record de 246 kilos d'héroïne, enfouis sous le sable à Pointe-aux-Canonnières. Cette dernière saisie est connue comme l'affaire Gurroby où sept suspects ont jusqu'ici été arrêtés.

D'ailleurs, au moins sept inspecteurs et chefs inspecteurs travaillant sur les enquêtes liées aux affaires Gurroby et Kistnah ont été mutés durant cette vague de transferts. Pour quelle raison ?, se demandent les officiers proches de ces dossiers, en vain. Mais il y a aussi une autre question qui taraude l'esprit de ces policiers : qui prendront le relais ? S'agit-il des officiers qui ont de l'expérience ou serait-ce des novices ? se demandent-ils alors que l'exercice de 'Handing Over' se poursuit peu à peu au quartiergénéral de l'ADSU.

L'affaire Franklin, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ?

Aux Casernes centrales, plusieurs hypothèses sont avancées sur le transfert de Choolun Bhojoo comme patron de l'ADSU. Si certains évoquent l'affaire Franklin, d'autres estiment qu'il serait lié au 'Reward Money'. D'ailleurs, l'ICAC aurait déjà ouvert une enquête à ce sujet. Mais c'est la thèse de l'affaire Franklin qui est citée avec insistance. « *Tout le monde connaît Franklin, et tout le monde connaît ses commerces, ses sources illicites d'enrichissement, mais seulement la police n'était pas au courant. Vous trouvez cela acceptable ? C'est vrai qu'il y a des saisies de*

drogues au quotidien, mais c'est un fait qu'il y a des points de vente qui sont devenus intouchables, alors qu'il était le responsable de l'ADSU », souligne une source.

Mardaymootoo Rassen prend les commandes de l'ADSU

Depuis le départ de Choolun Bhojoo, c'est le DCP Mardaymootoo Rassen qui est désormais le nouveau patron de l'ADSU. Il aura la lourde tâche de mener le combat infernal contre la drogue dans le pays. Il est connu dans la force policière comme étant un homme de fer, avec une discipline incontournable. Il a passé une importante partie de sa carrière au sein de la SMF et il a aussi été affecté, pendant dix ans de sa carrière, comme aide-de-camp aux côtés de l'ancien Président Cassam Uteem.

Au sein de l'ADSU, certains officiers ne cachent pas leurs appréhensions. « *C'est sans doute quelqu'un d'intègre, avec une discipline de fer.*



Mais sera-t-il à la hauteur pour gérer cette unité, surtout qu'il a rarement fait partie des unités responsables des enquêtes et des opérations sensibles sur le terrain ? », se demande un ASP que nous avons contacté.

Une opération dans un 'No man's land' ?

Nul ne veut commenter cette affaire. Il s'agit d'une opération que l'ADSU a menée il y a deux semaines dans un endroit qui n'aurait pas plu à certains. D'autres avancent qu'une équipe avait récemment perquisitionné le domicile d'un homme considéré comme étant une banque ambulante avec un talent de débauchage extraordinaire qui aurait été l'élément déclencheur de toute cette affaire. Mais nous nous sommes heurtés à un « *No Comment* » catégorique de la part de plusieurs personnes que nous avons approchés.

Affaire Franklin

Nouvel aspect : des 'battles' de « bril billets »

L'affaire Franklin, qui a connu d'autres développements cette semaine, continue de nous surprendre. Le bras droit de Jean-Hubert Celerine, Ashley Rose, âgé de 32 ans et habitant à Batterie-Cassée, est détenteur d'un passeport canadien. Il était dans le collimateur de l'ICAC et de l'ADSU depuis un certain temps, apprenons-nous. Il a été trahi par son train de vie extravagant, semble-t-il. La descente à son domicile mercredi après-midi a d'ailleurs laissé les enquêteurs bouche bée...

Le suspect, provisoirement accusé de blanchiment d'argent, est propriétaire d'une maison recouverte de pierres taillées, avec des balustrades en inox, ou encore avec des meubles de très grande valeur à l'intérieur. La commission anti-corruption émettra bientôt un 'Attachment Order' relatif à cette maison, évaluée à plusieurs millions de roupies.

À noter que deux moteurs de bateaux ont été également saisis au domicile d'Ashley Rose. Ces deux engins sont soupçonnés d'appartenir à un bateau récemment saisi par les enquêteurs de la commission anti-corruption.

Battle « bril billets »

Les enquêteurs ont découvert un nouvel aspect qui est venu se greffer à l'enquête cette semaine. Celui-ci

concerne une pratique à laquelle s'adonneraient différents gangs et barons de drogue dans des lieux strictement privés où seulement certaines personnes seraient admises. Il s'agit des compétitions de brûler des billets de banque en grande quantité. Un moyen pour ces gangs de s'imposer face aux cartels rivaux. L'alcool, de grande marque, y coulerait à flot. Les différents cartels s'adonnent à brûler des billets de banque en grande quantité. Celui qui brûle le maximum de billets est désigné comme le gagnant et bénéficierait alors d'un respect exceptionnel à l'extérieur.

Les enquêteurs sont en présence d'informations à l'effet que ces compétitions se sont déroulées à plusieurs reprises. L'identité des différents protagonistes est également connue. Mais quelle somme d'argent a-t-elle été brûlée au total ? « *Difficile pou dire sa, mais en tout cas, gros billets ki aller sa, c'est ene question ene l'honneur pour ene groupe sa, dont pas pou hésiter pou mette maximum* », répond notre source. Des interrogatoires sont bientôt prévus concernant cet nouvel aspect de l'enquête.



La maison d'Ashley Rose à Batterie Cassée

Le coup réussi de Navin Ramgoolam

■ Par Zahirah RADHA

Physiquement en forme. Moralement fort. Explications claires et convaincantes. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la prestation de Navin Ramgoolam sur Radio Plus, vendredi, a séduit. Tant dans le fond que dans la forme. Le ton posé, l'ancien Premier ministre a répondu à toutes les questions sereinement, sans aucun signe d'énervement, sans stress apparent, sans détour quelconque, ou plus important, sans aucune attaque personnelle ou sous la ceinture. Il a été courtois et conciliant jusqu'au bout, envers les membres de son parti, aussi bien qu'envers ses opposants et adversaires, allant même jusqu'à lancer un appel pour une opposition solidaire. Son humilité, sa capacité de se remettre en cause et sa sagesse contrastent singulièrement avec l'arrogance et le pouvoirisme de Pravind Jugnauth.

Loin de l'abattre, la traversée du désert et la mort qu'il dit avoir vu en face suivant son infection à la Covid-19 semblent avoir rendu Navin Ramgoolam encore plus fort sur le plan psychologique, paraît-il. Après tout, il n'a plus rien à perdre. Alors que le pays a tout à gagner, que ce soit de son expérience, de sa compétence, de son

réseau de contacts, de la politique de rupture qu'il prône ou encore de son engagement à la mettre en place pour une refonte de l'économie et une consolidation de la démocratie. Son but, dit-il, est de sauver le pays d'abord et ensuite, de laisser un héritage pour les générations à venir. Il a pris le temps d'expliquer, bien en avance, les points clés d'un éventuel programme du PTR, ce qui devrait faire taire les arguments à l'intérieur même de son parti pour faire croire qu'il n'y a eu aucune réflexion. C'est d'ailleurs principalement de programme qu'il discute avec le MMM et le PMSD, a-t-il révélé, quoique la question de postes et de tickets viendra éventuellement.

Navin Ramgoolam a fait preuve, durant l'émission, de réalisme et de pragmatisme. Il ne s'est pas laissé aller à la surenchère



politique. Aucune promesse faite quant à la pension de vieillesse, bien que celle-ci demeure l'une de ses priorités. Ses suggestions pour l'introduction d'un « *living wage* » ou d'une « *Fiscal Responsibility Act* » accrochent. Tout comme ses autres engagements

concernant l'indépendance des institutions, les nominations, la télévision privée, la transparence, et les gaspillages des fonds publics, entre autres. On comprend mieux maintenant ce qu'il entend par politique de rupture. Pour être plus simple, c'est un divorce avec les pratiques actuelles et du passé. C'est ce qu'il nous faut pour remettre le pays sur les rails de la relance, du développement et du progrès. C'est ce qu'il nous faut pour redonner confiance aux investisseurs et à la population et pour retenir nos jeunes au pays. C'est ce qu'il nous faut pour que

notre démocratie retrouve ses lettres de noblesse. C'est ce qu'il nous faut pour que le peuple puisse retrouver sa liberté et respirer de nouveau.

Navin Ramgoolam est-il sincère ? Tiendra-t-il parole ? Concrétisera-t-il ses engagements ? Évidemment, ces questions sont légitimes. Mais ce qui est certain, c'est qu'il ne pourra faire pire que Pravind Jugnauth. Rien que pour cela, il mérite au moins qu'on lui donne le bénéfice du doute et qu'on l'accorde, au moment venu, le dernier mandat qu'il réclame pour changer la destinée du pays. Après tout, le changement réclamé par le peuple ne pourra se faire uniquement par un changement de tête à la direction des partis. Il devra passer surtout par un programme de rupture tel qu'il propose et qu'il appliquera sans doute même dans une alliance, d'autant que le MMM et le PMSD partagent les mêmes aspirations pour un changement en profondeur du système. Jusqu'ici, rappelons-le, l'électorat ne dispose d'aucune autre alternative qui a fait ses preuves sur le terrain. Aux prochaines élections donc, ce sera soit Navin Ramgoolam, soit Pravind Jugnauth. Au peuple de faire son choix.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Cry, beloved Motherland

Le Champ-de-Mars sera tristement désert en ce 12 mars 2023. Pas uniquement parce que le 'Mauritius Turf Club' (MTC) a été contraint de baisser les rideaux après 200 ans d'histoire de courses hippiques à cause d'une politique accapareuse et de copinage au sommet du gouvernement. Mais aussi et surtout parce qu'il ne vibrera pas au chant de l'hymne national au moment où nous célébrons les 55 ans de l'Indépendance, aujourd'hui. Le Champ-de-Mars, où le drapeau mauricien avait été hissé pour la toute première fois le 12 mars 1968, ne sera pas drapé aux couleurs de notre quadricolore alors qu'il a traditionnellement accueilli les célébrations officielles et protocolaires pendant plus d'un demi-siècle. C'est tout un symbole, voire même tout un pan de notre histoire, qui s'efface. Lentement mais sûrement. Et probablement délibérément.

Ce n'est que le jeudi 9 mars, soit trois jours avant l'Indépendance, qu'on a appris, après que le Conseil des

ministres se soit exceptionnellement réuni ce jour-là, que la cérémonie du lever du drapeau aura lieu à la State House en ce dimanche, et ce en l'absence d'un invité officiel. On ne peut que se demander si ce manque d'égard pour une date si importante pour l'histoire de notre pays n'a pas un but précis : celui de censurer l'histoire du pays, en faisant abstraction de l'apport monumental de Sir Seewoosagar Ramgoolam pour l'obtention de notre indépendance en 1968. La question se pose puisque depuis un certain temps, les communiqués officiels du gouvernement, et même les reportages de la MBC, font mention, par exemple, de « *l'aéroport de Plaisance* » et du « *jardin botanique de Pamplemousses* » au lieu de « *SSR International Airport* » et de « *SSR Botanical Garden* » respectivement. Une façon somme toute très subtile de gommer le nom de SSR, et d'estomper l'histoire du pays.

Et dire que nous nous indignons devant le manque, ou l'absence, de patriotisme de nos enfants. À qui la faute si on ne réagit pas quand il le faut ? Notre société est aujourd'hui à la dérive. En atteste la chanson honnie entonnée par un groupe d'élèves du collège Royal de Curepipe. L'ancien vice-Président Raouf Bundhun a

raison de dire qu'il n'y a plus de « *one people, one nation* ». Notre société est plus que jamais fragmentée et divisée. La conséquence d'une politique divisionniste et communaliste prônée par le gouvernement MSM, avec le soutien de certains groupes extrémistes. Même les paroles « *in peace, justice and liberty* » sonnent désormais faux. Notre quiétude et notre sécurité sont plus que jamais menacées par l'insécurité grandissante, les vols, les crimes, la drogue, la corruption, le blanchiment d'argent. La justice et la méritocratie ne font plus que pâle figure devant le népotisme, la discrimination et le favoritisme, fut-il pour les recrutements dans le service civil, les nominations à des postes clés ou dans l'octroi des contrats publics. Nos libertés, qu'elles soient d'expression ou de mouvement, ne tiennent plus qu'à un fil, les lois régressives et la police répressive étant mises à contribution pour sanctionner toute forme de contestation.

De jour en jour, nous glissons dangereusement vers une autocratie. Le récent rapport de V-Dem cite d'ailleurs Maurice parmi les douze pays autocratiques, aux côtés de Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Tchad, Comores, Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Mozambique et

Ouganda. « *Democracy seems to hang on by a thread in Mauritius* », souligne le rapport rendu public cette semaine. Maurice y est cité comme faisant partie des pays où la censure de la presse s'est aggravée durant ces dix dernières années. « *Mauritius – once hailed as the only liberal democracy in Sub-Saharan Africa – recently introduced several regulations that restrict the work of broadcasting companies and journalists* », note V-Dem. Pour rappel, c'est pour la troisième année consécutive que cette institution nous a placé sur une liste rouge en termes de démocratie. Mais le gouvernement s'en moque visiblement.

Le constat est dur en ce 12 mars. 55 ans après l'Indépendance, le pays fait face à d'énormes défis, tant sur le plan démocratique qu'économique et social. Il est paralysé par une crise institutionnelle où le Premier ministre est lui-même le premier fautif, irrespectueux qu'il est envers la séparation des pouvoirs, comme le démontre ses attaques à peine voilées contre le DPP. Notre pays est asphyxié par une économie parallèle caractérisée par la corruption, le blanchiment d'argent et le trafic de drogue, comme en témoigne l'affaire Franklin. Le pays est à genoux. La population souffre atrocement. *Cry, beloved Motherland.*

UP



La République de Maurice

Notre pays célèbre aujourd'hui, 12 mars 2023, les 55 ans de son indépendance. Selon la formule consacrée, il a connu plusieurs progrès sur tous les plans, quoiqu'il reste encore beaucoup à faire. Et il convient aujourd'hui de faire une pause et de se demander ce qui va mal dans ce pays. L'on pourrait croire que le pays connaît actuellement une descente aux enfers avec l'écroulement de nos institutions face à un exécutif autocratique, mais gageons que le pays s'en sortira des nombreuses crises auxquelles il fait face, pour devenir plus fort que jamais ! Vive la République de Maurice !

C'EST ÉCRIT

« La représentation féminine dans toutes les instances dirigeantes (gouvernement, collectivités locales, bureaux politiques) est toujours déficitaire. Maurice a signé toutes les conventions possibles et imaginables, mais il est toujours le seul pays d'Afrique australe avec la plus faible représentation des femmes parlementaires... [...] Qu'avons-nous fait pendant cinq décennies pour y remédier ? Quand nous regardons tous les partis du pays – petits et grands – pouvons-nous dans nos rêves les plus fous imaginer une femme à la tête d'un parti ? »



Marie Claire Lassémillante
L'Express
8 mars

A ÉTÉ DIT



"My attempted arrest is very relevant to the present matter as it clearly demonstrates that there was a concerted effort, at that time, to undermine my position as Director of Public Prosecution"

Me. Satyajit Boolell, SC
Affidavit en Cour suprême
7 mars

DOWN

Le Premier ministre, Pravind Jugnauth

Les propos du Premier ministre au SVICC à Pailles durant la semaine écoulée sont choquants. Voilà un chef de l'exécutif dans un état de droit (ou prétendu tel) qui s'attaque en des termes voilés à « certaines personnes dans certaines institutions » qui selon lui, « aideraient » les trafiquants de drogue. Nous savons tous à qui il fait référence, et concernant quelle affaire. Ne sait-il pas, lui qui est avocat de profession, que le judiciaire et le Parquet sont censés être indépendants de l'exécutif ? Qui plus est, il semble imputer des motivations ultérieures aux personnalités juridiques impliqués, frisant même l'outrage à la cour. En tout cas, on est bien loin des conventions de Westminster, où la classe politique s'abstient scrupuleusement de dénigrer le judiciaire...



Dans les coulisses

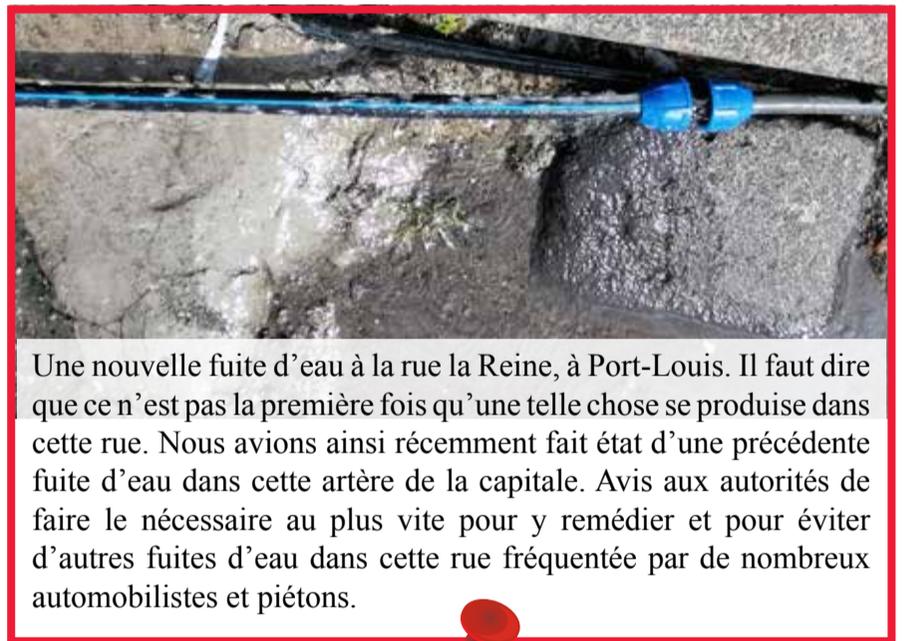
La Miss déconfitte

Depuis l'ancien CEO de MT, cette ancienne Miss 'devant devant' voulait faire croire qu'elle était proche de Lady Sarojini. Histoire de conserver son poste, mais aussi pour montrer qu'elle était proche de la direction du MSM et du Premier ministre. Mais elle aurait été rattrapée par son mensonge le 8 mars dernier. Lors d'une fonction officielle où Lady Sarojini était l'invitée d'honneur, cette dernière aurait tout bonnement fait comprendre, lors des présentations, qu'elle ne connaissait pas la Miss en question. Déconfitte, celle-ci aurait quitté la fonction en quatrième vitesse.

Qui s'en soucie ?



C'est l'état dans lequel la rue Henry A. Capiron à Caro Lalo, Vallée-des-Prêtres, s'est retrouvée après les grosses averses de lundi dernier. Avis aux autorités de procéder au réasphaltage de cette rue au plus vite.



Une nouvelle fuite d'eau à la rue la Reine, à Port-Louis. Il faut dire que ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produise dans cette rue. Nous avons ainsi récemment fait état d'une précédente fuite d'eau dans cette artère de la capitale. Avis aux autorités de faire le nécessaire au plus vite pour y remédier et pour éviter d'autres fuites d'eau dans cette rue fréquentée par de nombreux automobilistes et piétons.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

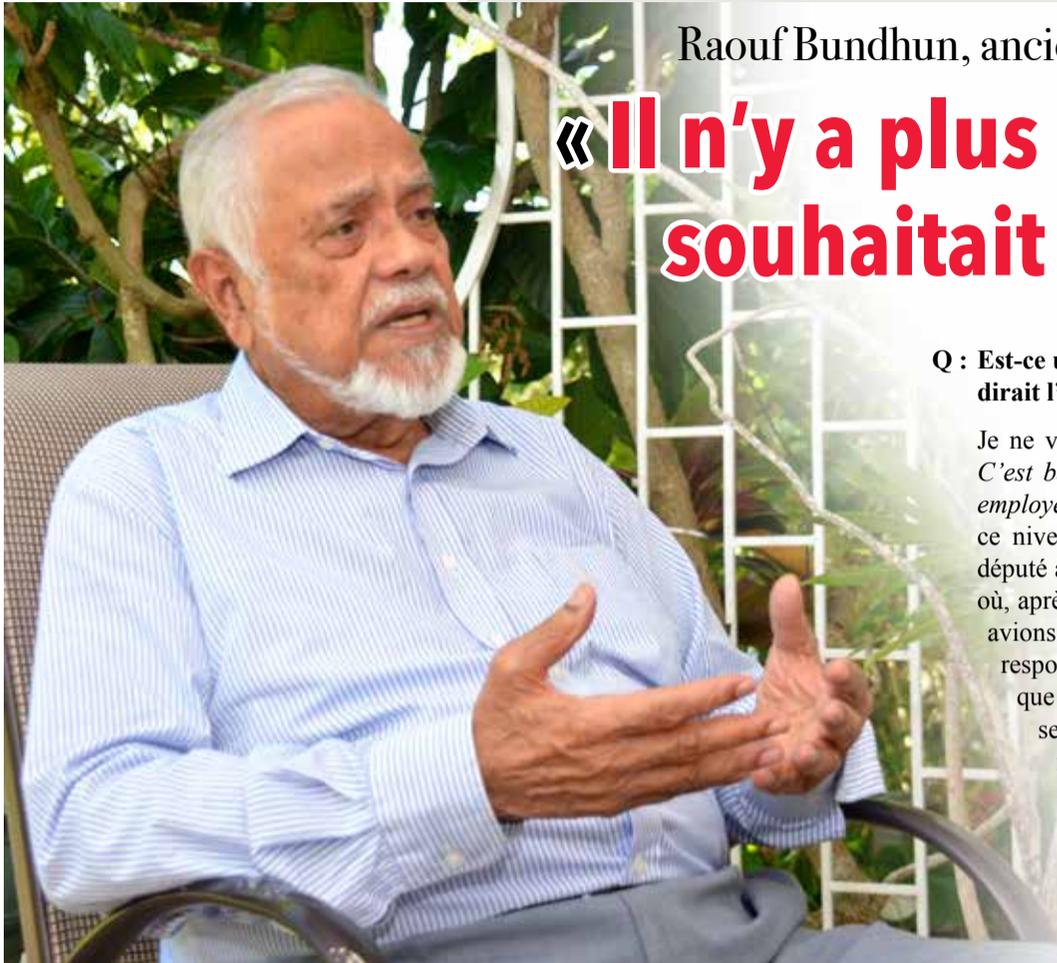
5 255 3635



SUNDAY TIMES

Raouf Bundhun, ancien vice-Président de la République

« Il n'y a plus la démocratie qu'on souhaitait avoir au départ »



Q : Est-ce un 'evil precedent', comme dirait l'autre ?

Je ne veux pas utiliser ce terme ! C'est bane mots ki bane fatras ki employé. Je ne descendrai pas à ce niveau-là. Moi, j'avais été élu député à un moment extraordinaire où, après le système colonial, nous avons formé un gouvernement responsable. Pendant les 40 ans que j'ai été, tour à tour, député, secrétaire parlementaire, ministre, ambassadeur et vice-Président de la République, j'ai toujours promu la démocratie, la liberté d'expression et l'indépendance du judiciaire.

sein de ce département. Je pense d'ailleurs que c'est pour cela que l'ancien juge Paul Lam Shang Leen avait préconisé le démantèlement de l'ADSU dans le rapport de la commission d'enquête sur la drogue. On voit bien aujourd'hui qu'il avait raison. Je pense que les autorités ont le devoir de nous éclairer sur cette mafia.

Heureusement que la presse est là pour nous informer. Je dis chapeau bas aux médias, y compris les radios privées, qui font un travail formidable. D'autant que des journalistes, comme vous, ne sont pas uniquement des reporters, mais aussi des enquêteurs.

Q : La presse n'a pas été épargnée, ayant également subi des attaques et des tentatives pour la museler...

Oui, et c'est inacceptable. Il ne faut pas attaquer la presse. Il faut la laisser travailler en toute indépendance pour informer la population.

Q : Les tentatives successives pour courber l'échine du bureau du DPP représentent-elles un danger pour le principe de la séparation des pouvoirs ?

Bien sûr ! Toutes les tentatives qui visent à contrôler certaines organisations sont un signe de faiblesse de la part des autorités. Celles-ci ne veulent pas accepter que la magistrature et le DPP travaillent librement et en toute indépendance. *Pe rode prend so pouvoirs, contrôle li.* Je ne suis pas d'accord et je le condamne fermement. L'île Maurice est un État de droit, selon la Constitution. Tout doit être ainsi fait selon la loi.

Q : La crise institutionnelle qu'on note depuis quelques temps semble s'empirer de jour en jour. Quelles pourraient être les conséquences d'une telle dérive ?

Elle ne peut que créer le désordre. *Dans ene lot pays, longtemps ti pou fini ena ene révolution,* comme on le voit souvent en Afrique, en raison de la faiblesse des autorités. La seule solution que je vois pour l'avenir, c'est un changement de gouvernement. Mais c'est le peuple qui doit se décider à le faire.

Il y a eu tellement de scandales. Même pendant la Covid-19, alors que le pays passait par un moment

Inacceptable. C'est le terme que l'ancien vice-Président de la République, Raouf Bundhun, emploie à chaque fois qu'il évoque les nombreuses dérives du gouvernement, des critiques du Commissaire de police envers le DPP, de l'attitude du Speaker vis-à-vis de l'opposition parlementaire ou encore des attaques contre la presse. Il se désole que notre démocratie ne tienne plus qu'à un fil, et regrette que le peuple soit aussi docile.

■ Zahirah RADHA

“ La seule solution que je vois pour l'avenir, c'est un changement de gouvernement. Mais c'est le peuple qui doit se décider à le faire ”

Q : 55 ans après l'indépendance, où se situe-t-on sur le plan de la démocratie ?

Ce n'est certainement pas la démocratie qu'on souhaitait avoir au départ. La Constitution est claire : l'île Maurice est un État souverain et démocratique. Cela veut dire qu'on a un Parlement qui est élu par le peuple, qu'on a un gouvernement qui est formé par des élus du parti majoritaire, et qu'on a une opposition dont le rôle est d'interpeller le gouvernement sur les affaires du pays. La Constitution fait aussi provision pour le 'law and order' et les démocraties régionales.

Sur le plan de la démocratie régionale, les élections municipales se font toujours attendre alors qu'elles auraient dû se tenir depuis longtemps. En ce qui concerne le 'law and order', jamais dans l'histoire de ce pays n'ai-je vu un Commissaire de police qui critique le judiciaire et le DPP. J'ai pourtant été un témoin privilégié – il n'en reste presque plus – de l'Indépendance le 12 mars 1968. Ce que le CP a fait est inacceptable et impardonnable dans une démocratie. Le judiciaire, pour sa part, doit aussi être totalement indépendant du gouvernement.

Quant au Parlement, je ne le reconnais plus. L'actuel Speaker ne permet pas à l'opposition de jouer son rôle comme il le faut. Jamais, au grand jamais, depuis que j'ai été élu député en 1968 jusqu'à maintenant, je n'ai vu un Speaker suspendre autant de députés. C'est inacceptable.

Q : Le Premier ministre a récemment soutenu que des institutions seraient sous l'emprise de la mafia, en ciblant, d'une façon à peine voilée, le poste du DPP. Comment l'interprétez-vous ?

Si le Premier ministre a employé ce genre de langage, cela sous-entend qu'il ne dirige lui-même pas le pays comme il se doit. Si la mafia a effectivement infiltré les institutions comme il le dit, c'est à lui de voir où se trouve cette mafia. C'est à lui qu'il incombe, en tant que Premier ministre, de mettre de l'ordre dans le pays. Si cette mafia se perpétue, c'est qu'elle est tolérée quelque part, soit par des instances soit par certaines personnes. *Pa gayn droit ena sa dans ene démocratie,* surtout dans un petit pays comme Maurice où tout le monde connaît tout le monde.

Je m'étonne que ce n'est que récemment qu'on a découvert un certain Franklin. C'est une mafia qui semble avoir une emprise extraordinaire sur différents secteurs de Maurice. Combien de Franklins y a-t-il encore dans le pays ? Une police forte, avec tous les effectifs dont elle dispose, doit pouvoir agir. D'ailleurs, j'ai appris, à travers les journaux, qu'un département de la police (*ndlr : allusion faite à l'ADSU*) a été dépeuplé. J'estime que c'est dû au fait que les policiers ne faisaient pas leur travail comme il le fallait. Le public a le droit de savoir pourquoi, du chef jusqu'au constable, ils ont presque tous été transférés.

Le gouvernement aurait dû informer la population sur ce qui se passe au

difficile tant sur le plan sanitaire qu'économique, des quincailleries ont eu des contrats pour la fourniture de médicaments et d'équipements médicaux à des prix dix fois plus élevés. Les réserves de la Banque de Maurice ont servi à donner des prêts à certains grands hôtels pour qu'ils payent prétendument leurs employés.

Pensez-vous que les compagnies appartenant à certaines grandes familles qui possèdent trois-quarts des terres de l'île Maurice avaient besoin de cet argent pour payer les travailleurs ? Moi, je n'y crois pas une seule minute. D'ailleurs, je crois qu'une compagnie en particulier a affirmé 'ki zot fine gayn larzan frais pou fer nouvo lotel'.

Q : Êtes-vous en faveur d'une révolution ?

Nous avons un peuple très docile. Regardez ce qui se passe en France, par exemple. Le pays est paralysé par la grève.

Q : Il faut un réveil des consciences, selon vous ?

Bien sûr que oui. *Lepep fer komsî de rien n'était, à part kelke tapaz par-ci, par-là.* Le peuple ne réagit pas. Il est très docile. Il souffre, mais il l'accepte.

Q : Avec le système électoral désuet qu'on a toujours en place, ne risque-t-on pas, en cas d'élections générales, de retrouver le MSM au pouvoir, ne serait-ce qu'avec un minimum de pourcentage ?

Notre système électoral a fait ses preuves. Certes, un parti politique ayant obtenu moins de voix en général a pu former le gouvernement à cause du système « *First Past the Post* ». Je vois que mon ami Cassam Uteem préconise un système présidentiel, avec un Président qui est élu au suffrage universel...

Q : C'est ce que l'alliance PTr-MMM avait proposé en 2014, mais qui n'a visiblement pas marché, étant resté incompris...

Exactement, cette proposition n'avait pas été plébiscitée par l'électorat.

Q : Un système proportionnel pourrait-il être la solution ?

Peut-être. Il y a eu plusieurs propositions qui ont été faites par divers experts. Il y a eu les rapports Banwell et Carcassonne. Moi, j'estime que la meilleure proposition pour les Mauriciens est celle de Rama Sithanen. Le 'Best Loser System' (BLS) a fait ses preuves. Certains pensent qu'il faut le maintenir alors que d'autres préfèrent une dose de proportionnelle. Malheureusement, le système électoral est jusqu'ici

resté inchangé, malgré tous ces rapports. Les partis politiques tiennent un langage quand ils sont dans l'opposition, mais ils ne font rien quand ils sont au pouvoir. *Let's wait and see.*

Q : Un autre aspect du système électoral qu'on n'entend pas souvent est la représentativité féminine. La femme est-elle suffisamment valorisée sur le plan politique actuel ?

Nous avons eu, dans le passé, des femmes très courageuses qui ont marqué l'histoire politique. Je pense particulièrement à Emilienne Rochecouste, qui avait été élue sous l'époque coloniale, et à Mme. Ponnusamy, nommée 'Best Loser' à Quatre-Bornes. Il y a aussi eu les Shireen Aumeeruddy-Cziffra, Vidula Nababsing et Sheila Bappoo. On dit qu'il faut 50% de femmes au Parlement. Personnellement, je ne vois pas cela se réaliser à Maurice. C'est difficile, puisque les femmes ont, en général, peur des critiques. Il faut peut-être songer à un système où des femmes sont nommées à travers la 'Party List', par exemple.

Q : On voit l'émergence de beaucoup de partis politiques. N'y a-t-il pas une crainte qu'ils ne divisent les votes au détriment de l'opposition ?

Ces partis poussent comme des champignons. Ils doivent d'abord faire leurs preuves, en galvanisant la population dans son ensemble. Jusqu'ici, il n'y a eu qu'une seule personne qui a pu le faire dans les années 70 : le jeune révolutionnaire qu'était alors Paul Bérenger. Le public mauricien avait sympathisé avec lui, à tel point que son parti avait eu une victoire éclatante aux élections de 1982, avec un 60-0.

Ce Paul Bérenger des années 70 pouvait être élu n'importe où, fut-il à Triolet, à Flacq, ou à Plaine-Verte. Est-ce qu'il y a un tel jeune qui peut révolutionner le pays aujourd'hui ? Il y en a certains qui ont démissionné d'autres partis et qui veulent maintenant devenir Premier ministre. *Li pa koumsa sa, nek ou créé ene parti et ou rode vine Premier ministre,*

surtout avec ene sel communauté. Notre hymne national fait état de « *as one people, as one nation* ». *Kot sa « one people, one nation » la zordi ? Mo pa trouve li moi.*

Q : Bruneau Laurette, qui vient de rejoindre la plateforme sociopolitique « One Moris » avec Sherry Singh, peut-il galvaniser le peuple à la manière dont vous le dites ?

Il a pu organiser, post-confinement et post-Wakashio, une grande manifestation pacifique, avec le soutien des partis politiques. C'était à un moment où le peuple était un peu déboussolé. Cette initiative était très réussie et j'étais très content. *Mais si ou dire moi ki aujourd'hui Bruneau Laurette pou réussi galvanise lepep sur le plan politique pou fer ene nouvo gouvernement, mo pa trouve sa moi.*

La population est actuellement mécontente du système de gouvernance, du népotisme, et de la corruption qu'il y a dans le pays. Elle veut un changement. Raison pour laquelle les trois grands partis de l'opposition se rallient ensemble pour s'opposer au gouvernement. Mais si ces petits partis divisent les votes, c'est naturellement le MSM qui reviendra au pouvoir. Selon mes analyses toutefois, il est fort probable qu'on ait un nouveau gouvernement, dirigé par les partis de l'opposition.

Q : Vous parlez du PTr-MMM-PMSD ?

Toute l'opposition ensemble, autant que faire se peut. Il faut

galvaniser toute la population. Voyez-vous, aujourd'hui, on dit qu'il faut un candidat *Vaish* ou Hindou à Triolet, mais aux élections partielles à Pamplemousses-Triolet en septembre 1970, c'était un Tégou, en la personne de Dev Virahsawmy, qui avait été élu avec une majorité écrasante. C'est cela ce qu'on appelle « *ene sel lepep, ene sel nation* ».

Q : Mais la société semble être de plus en plus divisée aujourd'hui. N'avez-vous pas vu le tollé soulevé par la chanson des élèves du collège Royal ?

S'ils ont effectivement dit ce qui a été rapporté dans les journaux, alors c'est une honte. C'est inacceptable que des jeunes tiennent un langage pareil.

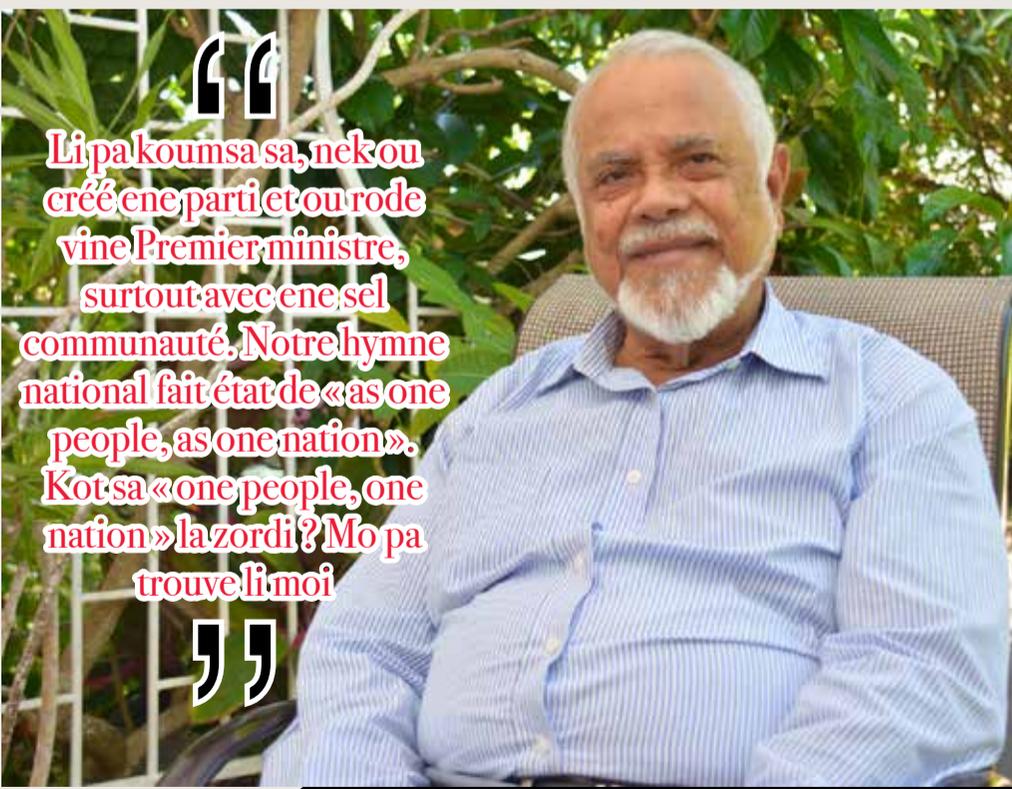
Q : La pétition électorale de Suren Dayal au Privy Council sera entendue le 10 juillet prochain. Différents scénarios sont évoqués. Comment voyez-vous les choses ?

C'est simple. Supposons que le Privy Council donne raison à Suren Dayal, le Premier ministre n'aura d'autre choix que de démissionner. Je ne pense pas qu'il laissera son siège à quelqu'un d'autre. Il sera obligé de dissoudre le Parlement pour donner des élections générales.

Q : Quel est votre souhait pour le pays en ce 12 mars 2023 ?

Je souhaite que la population se ressaisisse. J'espère que le gouvernement se ressaisisse lui aussi, et qu'il apporte la stabilité et la confiance dans les institutions du pays. Il faut que chacun et chaque institution puisse travailler dans le respect de l'autre. *Fodé pas ki nou retrouve sa bane cinéma ki nou fine trouvé récemment avec le CP.* Sinon, le pays ira à la dérive.

“
Lepep fer komsî
de rien n'était, à
part kelke tapaz
par-ci, par-là. Le
peuple ne réagit
pas. Il est très
docile. Il souffre,
mais il l'accepte
”



“
*Li pa koumsa sa, nek ou
créé ene parti et ou rode
vine Premier ministre,
surtout avec ene sel
communauté. Notre hymne
national fait état de « as one
people, as one nation ».
Kot sa « one people, one
nation » la zordi ? Mo pa
trouve li moi*
”

55 ans de l'indépendance et 31 ans de la République

Un basculement vers l'autocratie

À l'occasion de la 55^e célébration de l'Indépendance le 12 mars 2023, quelques acteurs de la société mauricienne font un constat de notre société, et élaborent aussi sur les changements qu'ils aimeraient voir. Pour ces derniers, si beaucoup a été accompli, il reste néanmoins beaucoup à faire, que ce soit sur le plan politique, démocratique, économique et social.



Xavier Luc Duval :

« Immense chantier législatif pour le prochain gouvernement »



Le leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval, estime que « le pays est la dérive. Il passe d'un pays démocratique pour devenir une autocratie ». En tant que leader de l'Opposition, il affirme que « la priorité d'un prochain gouvernement est d'apporter des changements en profondeur pour consolider notre espace démocratique ». Il déplore le fait que nous ayons un Premier ministre omnipotent et un Président de la République qui est à la botte du Premier ministre. En ce qui concerne le nombre de mandats du Premier ministre, Xavier Duval ajoute qu'il faudrait revoir la durée du mandat du Premier ministre, et préconise dans la même foulée qu'une limitation de deux mandats consécutifs soit introduit.

Un autre changement majeur qu'il faudrait apporter, c'est au niveau du Parlement, qui doit pouvoir exercer librement son droit de regard. Toujours sur le plan de la transparence, il plaide pour que les clauses de confidentialité

soient rendues illégales, vu que l'Opposition parlementaire n'a pu exercer son droit de regard sur des projets tels que Safe City, ou encore le Metro Express, qui ont englouti des milliards.

Selon lui, nous faisons face à une situation « où toutes les nominations ont été faussées, avec des personnes indésirables, incompétentes et inexpérimentées à la tête des institutions clés du pays ». Il plaide aussi pour une meilleure transparence en ce qui concerne les nominations importantes, que ce soit dans les institutions du gouvernement, les compagnies publiques ou les corps paraétatique. Sur le plan des recrutements au niveau de la fonction publique, il plaide pour une refonte de la 'Public Service Commission' (PSC) pour permettre une meilleure égalité des chances.

Par ailleurs, revenant sur les lois électorales, le leader de l'Opposition ajoute que c'est un fait qu'il y a une différence de taille en ce qui concerne le nombre de votants dans les différentes circonscriptions. Selon lui, cela n'est pas démocratique et il faudrait revoir cela.

« Un prochain gouvernement devra se lancer dans un véritable chantier législatif, car tout est à revoir. Il y a une série de changements qu'il faudrait apporter dans le pays, mais pour cela, il faut un changement de gouvernement », conclut-il.

Neena Ramdenee (LPM) : « Pourquoi pas une femme Première ministre à la tête du pays ? »

Pour Neena Ramdenee, membre de Linion Pep Morisien (LPM), « nous vivons dans un siècle où tout va à la vitesse grand 'V'. 55 ans d'indépendance pour un pays, cela peut sembler peu, mais en vérité c'est un long laps de temps. Et force est de constater que Maurice a encore beaucoup à faire dans plusieurs domaines ».

Sur le plan de la démocratie, elle soutient que « le point fondamental de toute démocratie qui se respecte est le respect de la liberté d'expression, comme établi par notre Constitution, que ce soit au sein de l'Assemblée nationale ou dans la rue. Or, que voyons-nous ? À l'Assemblée nationale, nous avons un Speaker qui empêche le travail législatif de se dérouler en toute quiétude. Il ne fait preuve d'aucune neutralité, qui est à la base de sa fonction. Il favorise le gouvernement, tout en coupant la parole aux députés de l'Opposition et en les mettant à la porte pour plusieurs séances ».

Et en ce qui concerne la liberté d'expression dans la rue, ce n'est pas mieux. Neena Ramdenee revient ainsi sur l'incident du vendredi 3 mars 2023, où les membres de LPM ont été traînés manu militari au poste de police des Casernes centrales avant le début d'une manifestation contre le Commissaire de police. Ils ont ensuite été déférés devant le magistrat qui a toutefois décidé de les libérer sans imposer de caution. Neena Ramdenee fait ressortir que la loi stipule qu'il faut avoir moins de 12 manifestants,



mais maintient toutefois, qu'outre elle-même, il y avait seulement 7 autres membres de LPM sur les lieux.

Elle revient aussi sur la disparité entre le nombre de femmes et d'hommes au Parlement. Selon elle, les femmes à Maurice constituent plus de 50 % de la population, ce qui ne se reflète pas concernant leur représentation au Parlement. Il n'y a que 20 % de femmes à l'Assemblée nationale et trois femmes ministres sur 24. « Nous souhaitons ainsi une parité de candidats présentés par les partis politiques, sans attendre de loi en ce sens, ce qui fait que numériquement, il y aura plus de femmes élues. Cela encouragera et favorisera l'entrée des femmes dans la politique active. Le pays ne pourra que bénéficier de la présence des femmes au Parlement. Avec une sensibilité différente, elles amèneront un plus indéniable au pays », explique Neena Ramdenee. Elle se demande aussi s'il n'est pas grand temps d'avoir une femme Première ministre à Maurice.



Stéphanie Anquetil : « Il nous faudrait une société plus 'women friendly' »



Pour la députée du Parti travailliste (PTr), Stéphanie Anquetil, parmi les changements qu'elle souhaiterait voir à Maurice, elle aurait voulu que Maurice devienne une société plus « women-friendly ».

« Mais on est encore loin de ce but. Pour cela, il faudrait un changement dans la mentalité des gens. On doit travailler ensemble pour l'avènement d'une culture de respect et d'égalité pour toutes les personnes, indépendamment de leurs genres, et ainsi donner à la femme la place qui lui revient au

sein de la société », dit-elle.

Pour illustrer ses propos, elle aborde la scène politique à Maurice. « En politique surtout, on ressent terriblement cette absence d'égalité. Il faut dire que Maurice est le plus mauvais élève lorsqu'il s'agit de la représentation des femmes au Parlement. On se retrouve complètement dans la queue et il faut ainsi apporter un changement à ce niveau ». Elle souligne ainsi que c'est inacceptable qu'aujourd'hui, seulement trois femmes sont ministres. Qui plus est, « le speaker de l'Assemblée nationale est un homme, le Premier ministre est un homme et le Président de la République est aussi un homme ».

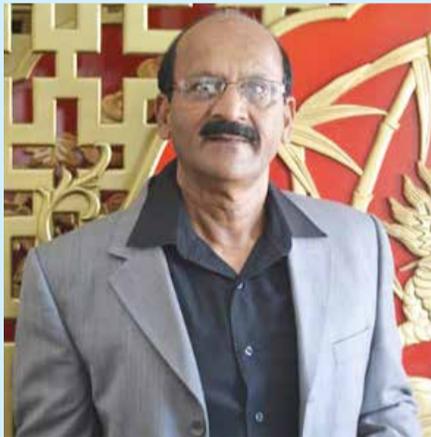
« Les portefeuilles qui sont réservés pour les femmes sont toujours le ministère de la Femme, celui de l'Éducation ou encore l'Égalité des genres. Or, les femmes ont amplement démontré qu'elles peuvent elles aussi gérer des responsabilités à la tête du pays. Il est grand temps, par exemple, d'avoir une femme comme ministre des Finances. Si à la maison, la femme peut gérer les finances,

pourquoi elle ne peut les gérer au niveau du pays ? », se demande-t-elle. « Je voudrais voir une femme à la tête du ministère des Finances. Une autre femme à la tête des Affaires étrangères. Nous demandons ainsi de non seulement augmenter le nombre des femmes au Parlement, mais aussi de donner plus de chance aux femmes d'assumer de plus grandes responsabilités au sein du gouvernement. Il est grand temps d'arrêter les préjugés dans ce domaine. Mais il y a un gros travail à faire pour pouvoir atteindre cet objectif et apporter le changement d'attitude voulu », préconise-t-elle.

Il faudrait selon elle, dans un premier temps, changer les attitudes et le comportement au niveau individuel, qui mènent vers des inégalités. « Il faudrait qu'on reconnaisse déjà les droits des femmes dans notre pays. Il faudrait ensuite donner de la place aux femmes dans tous les domaines. Si on ne prend pas le taureau par les cornes maintenant, nous serons condamnés à être dans la même situation dans les prochains 20 ou 30 ans », conclut-elle.

Faizal Jeerooburkhan, observateur politique :

« Le pays bascule vers une autocratie »



Faizal Jeerooburkhan, observateur politique, dresse un tableau plutôt sombre. Il fait ainsi observer qu'après 55 ans d'indépendance, nous vivons toujours dans une démocratie représentative, où le peuple exerce le pouvoir politique d'une manière indirecte en élisant des représentants chargés d'établir en leur nom des lois (pouvoir législatif) et de les exécuter (pouvoir exécutif). Or, selon lui, ce modèle a été maintenu et exploité politiquement depuis l'indépendance par « deux dynasties ethno-castéistes en alliance avec d'autres partis et en connivence avec l'oligarchie, et plus récemment, avec la mafia ».

Il fait ainsi ressortir que « depuis les années 2000, ce système est utilisé pour piller les finances publiques et pour s'approprier les terres de l'État à des fins d'enrichissements personnels ou partisans. L'argent sale sert à acheter les votes des électeurs. La démocratie est mise en danger par la mauvaise gouvernance, l'opacité, le népotisme, la fraude et la corruption, le communalisme etc. ».

Or, toujours selon Faizal Jeerooburkhan, toute transition vers une démocratie participative, qui favorise l'implication des citoyens dans la vie politique active

et dans le processus de prise de décision, ne retient pas les faveurs de nos dirigeants politiques. « C'est plutôt l'inverse que nous constatons, avec beaucoup d'amertume et de répugnance. Il me semble que la république a basculé dans une autocratie », dénonce-t-il. Il plaide dès lors pour un changement en profondeur. Selon lui, l'emphase doit être mise sur les concepts tels que la démocratie, la méritocratie, la transparence, la bonne gouvernance et l'égalité des chances, entre autres.

Il faudrait en parallèle protéger et consolider les « chiens de garde » de la démocratie : l'opposition, la presse, les syndicats, les ONG, la société civile, le judiciaire etc. Concernant la liberté d'expression, la persécution contre la presse écrite et les radios privées doit cesser. Les lois telles que l'ICT Act, l'IBA Act ou encore les lois anti-regroupement dans le sillage de la covid-19, doivent être revues afin de permettre aux citoyens d'exprimer leurs opinions librement, sous certaines restrictions raisonnables. Il faudrait aussi revoir la MBC Act pour s'assurer que la MBC ne monopolise pas l'espace télévisuel d'une façon partisane. « Dans ce contexte, une 'Freedom of Information Act' est primordial pour consolider la démocratie », explique Faizal Jeerooburkhan

Sur le plan constitutionnel, le système électoral de 'First Past the Post' doit être amendé pour inclure une dose de proportionnelle, ceci pour mieux refléter les votes exprimés par les électeurs. Le 'Best Loser System' est une aberration et doit disparaître de notre Constitution, dit-il. Une loi anti-transfuge doit être promulguée pour mettre fin au « transfugisme pervers et immoral ». Le fonctionnement du Parlement doit

être revu pour permettre à l'Opposition de jouer pleinement son rôle. Un sénat serait certainement un plus. Un « comité de sages » national aiderait à sélectionner les meilleurs candidats à la tête des institutions, ainsi que pour les postes constitutionnels, sur une base de compétence et d'intégrité.

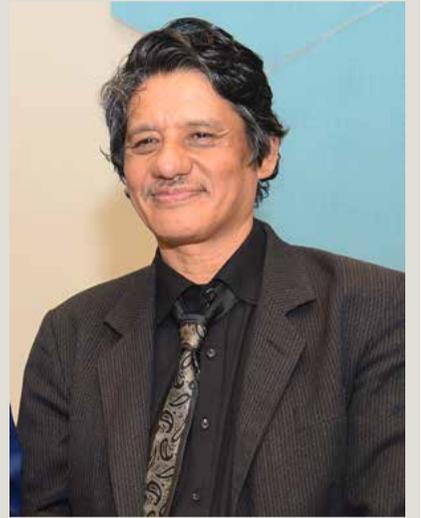
Les élections législatives, municipales et villageoises doivent être organisées par la Commission électorale, l'Electoral Boundaries Commission' (EBC) et l'Electoral Supervisory Commission' (ESC) en toute indépendance et impartialité. L'EBC doit reconsidérer la délimitation des circonscriptions suite à un nouveau recensement, affirme notre interlocuteur. Les sociétés socioculturelles qui utilisent des arguments communaux, castéistes ou religieux en donnant des consignes de vote doivent rester à l'écart de la politique. Il faudrait revoir le rôle et le financement de ces sociétés.

Faizal Jeerooburkhan ajoute aussi qu'il faut combattre l'ingérence politique à outrance dans les institutions publiques et parapubliques. Celles-ci doivent opérer en toute indépendance avec des personnes intègres et compétentes à leur tête. Il faut aussi contrôler le financement des partis politiques en octroyant plus de pouvoirs à l'ESC, pour s'assurer que l'argent et le pouvoir ne pervertissent pas la démocratie. Le mandat du PM doit être limité à deux.

« Tout ceci requiert davantage de consultations avec les citoyens et les forces vives sur le processus de prise de décision sur les enjeux sociaux, politiques et économiques majeurs, ce qui implique l'éducation des gens à travers des débats non-partisans à la radio et à la télévision et dans les réunions politiques », conclut l'observateur politique.

Jocelyn Chan Low :

« Le changement passe avant tout par les partis politiques »



Selon l'observateur politique Jocelyn Chan Low, il y a un problème clé à Maurice : les partis politiques eux-mêmes. Ils ne fonctionnent pas, selon lui, de la manière qu'il faudrait. « 55 ans après notre indépendance, force est de constater que les partis politiques, que ce soit à Maurice ou à Rodrigues, sont des partis 'personnels', et qui ne sont pas vraiment démocratiques ou collégiales », regrette Jocelyn Chan Low. Par partis politiques 'personnels', il veut dire que ces partis tourneraient autour d'une seule personne.

La démocratie dépend non seulement du régime qui est en place (par exemple, un régime parlementaire ou présidentiel), mais aussi des partis politiques. Or, à Maurice, il y a cette perception que notre démocratie a été confisquée au profit de ces personnes dont le nom est synonyme de leur parti. « La politique à Maurice est une affaire de quatre ou cinq personnes », dit sans détour Jocelyn Chan Low.

Selon lui, il est ainsi très important de revoir l'agencement des partis et la manière dont ils fonctionnent. Par exemple, Jocelyn Chan Low explique que quand quelqu'un n'est pas d'accord avec une chose dans le parti, il doit soit accepter la décision collégiale, ou bien il doit partir pour éviter la fragmentation du parti.

Notre interlocuteur plaide pour une meilleure transparence dans le fonctionnement des partis. Il préconise aussi la mise sur pied d'un 'Registrar of Political Parties'. « C'est cela le changement qu'il faudrait apporter dans notre système politique », conclut Jocelyn Chan Low.

« Le CP n'a pas agi de façon appropriée », selon l'ex-juge Vinod Boolell

Les agissements du Commissaire de police dans l'affaire Bruneau Laurette, notamment le bras de fer qu'il a entamé avec le DPP, sont-ils appropriés ? Vinod Boolell, ancien juge de la Cour suprême, estime que le Commissaire de police n'est tout bonnement pas habilité de critiquer les décisions du DPP. Certes, dans une démocratie, personne ne doit être à l'abri des critiques, que ce soit un magistrat, le DPP ou le Commissaire de police lui-même. Mais dans le cas présent, le Commissaire de police occupe un poste constitutionnel et il fait partie de l'exécutif. De ce fait, critiquer ouvertement le DPP n'est pas approprié, vu qu'il y a entorse au principe de séparation des pouvoirs.

Qui plus est, « le Commissaire de police a le droit de ne pas être d'accord avec la décision de la magistrate ou du DPP

mais il y a une façon pour lui de procéder », nous dit-il. Et la façon dont a agi le Commissaire de police est discutable. Ainsi, pour Vinod Boolell, lorsque le DPP n'a pas fait appel contre la décision de la magistrate Jade Ngan Chain King de relâcher sous caution Bruneau Laurette, le Commissaire de police aurait dû prendre le dossier et aller en discuter avec le DPP. C'est en tout cas ce que faisaient les précédents Commissaires de police dans le passé, selon des pratiques bien établies.

Mais en tout cas, l'actuel Commissaire de police n'aurait pas dû tirer de communiqué pour venir dénigrer le DPP derrière son dos et sur la place publique. « Le Commissaire de police n'a pas agi de façon appropriée », maintient Vinod Boolell. Qui plus est, la liberté d'un prévenu ne dépend pas du Commissaire de police mais dépend de ce que dit la loi et la

Constitution, et de quelle façon la loi est interprétée par les cours de justice. Ainsi, la Cour suprême et le Privy Council ont rendu plusieurs jugements pour expliquer dans quels cas la liberté conditionnelle doit être accordée à un prévenu, et sous quelles conditions. « Il convient dès lors de se demander pourquoi le Commissaire est en train d'agir de cette façon ? », se s'interroge Vinod Boolell.



Chanson à caractère raciste au RCC

Soondress Sawminaden, ancien recteur :

« L'inculcation des valeurs doit être incluse dans le cursus scolaire »



inculquées à nos jeunes par le système éducatif ?

Soondress Sawminaden, ancien recteur, estime que « c'est grave et inacceptable ce qui s'est passé ». Il condamne sévèrement cette chanson, et lance un appel au recteur du RCC de prendre des actions concrètes dans le sillage de cette affaire. « Il est grand temps d'interdire de tels débordements au sein des collèges », dit-il. Il maintient toutefois que de tels agissements dans le milieu étudiant ne sont pas quelque chose de nouveau. « Cela fait un bon moment que nous assistons à de tels dérapages. Notre société dans son ensemble doit mettre fin aux propos racistes, vu que les jeunes, qui se laissent facilement emporter, sont en train de les emprunter », note-t-il.

Selon Soondress Sawminaden, « il est grand temps que le système éducatif commence par inculquer de vraies valeurs chez les enfants et les jeunes. Ces valeurs doivent être une partie importante dans notre cursus scolaire. Les valeurs

morales sont d'autant plus importantes vu que nous assistons à une dérive de notre société ». Il estime que les valeurs humaines ont été mises de côté par le système éducatif. « Ces valeurs ne sont plus inculquées chez les jeunes. L'emphase a été mis sur le côté académique, ce qui fait que les enfants et les jeunes n'ont plus de repères et sont sans guide », constate Soondress Sawminaden.

Ainsi, selon lui, il faudrait revoir le système éducatif pour qu'il puisse inculquer des valeurs chez les enfants et les jeunes. Il faudrait ainsi leur faire comprendre leurs relations vis-à-vis des autres et envers eux-mêmes. Il faudrait leur faire comprendre que le respect envers les autres est très important. Il faudrait leur inculquer le patriotisme et la fierté d'appartenir à un pays multiracial. « Cela est autant plus important vu que nous avons maintenant des collèges mixtes. Nous devons ainsi apporter cette culture pour que ces enfants deviennent des bons citoyens de demain », conclut l'ancien recteur.

Amita Boolaucky :

« Valoriser l'effort de la femme dans la société »



À l'occasion de la Journée internationale de la femme, qui a été observée le 8 mars, la présidente de l'aile féminine du Parti travailliste (PTr), Amita Boolaucky, estime que depuis l'indépendance de Maurice le 12 mars 1968, beaucoup de progrès concernant les femmes ont été réalisés dans notre pays. Toutefois, malgré cette évolution, il y a toujours ce problème d'acceptation de la femme dans un monde où prédominent les hommes. « Même dans le monde professionnel, c'est ainsi », renchérit Amita Boolaucky.

« Lorsqu'on parle d'égalité du genre, il faudrait valoriser l'effort de la femme dans la société, avec respect. Ce n'est qu'à ce moment que la femme se sentira à l'aise dans un monde dominé par les hommes. Pour que la femme soit plus valorisée dans la société, il faudrait savoir accepter l'idée que les femmes peuvent travailler dans tous les domaines et peuvent gérer toute situation qui pourrait se présenter, à l'instar des hommes », dit-elle.

« Nous préconisons donc une égalité entre hommes et femmes, qui travailleront alors tous ensemble, comme une seule force, pour le bien-être de la société. L'homme doit comprendre que la femme lui est complémentaire, pour pouvoir apporter plus de progrès des divers secteurs. La confiance entre l'homme et la femme donnera l'espace nécessaire à la femme de démontrer ses compétences », plaide-t-elle.

Les employés d'une compagnie de sécurité dénoncent...

Les employés d'une compagnie de gardiennage disent qu'ils sont dans la tourmente. Ils disent n'avoir pas reçu la compensation salariale de Rs 1 000 qui devait être appliquée depuis le mois de janvier. Ils déplorent aussi plusieurs autres problèmes auxquels ils sont confrontés. Ils disent qu'ils ne reçoivent que leur salaire de base alors qu'ils sont appelés à effectuer des heures supplémentaires. D'ailleurs, le paiement se fait par chèque et non par virement bancaire, ce qui leur cause des inconvénients. De plus, ils allèguent qu'ils ne reçoivent aucune fiche de paie, ce qui rend impossible tout emprunt. Malgré plusieurs plaintes effectuées auprès de l'inspectorat du ministère du Travail, ces problèmes perdurent toujours. « C'est aberrant que nous ayons à faire face à une telle situation. Nous demandons à ce que les responsables de la compagnie assument leurs responsabilités envers les employés pour que nous n'ayons plus à faire face à tous ces problèmes ».

Rapport V-Dem et recul de la démocratie à Maurice

Des répercussions pour Maurice, prévient Dharam Fokeer

Dans son dernier rapport, paru en mars 2023, intitulé 'Defiance in the face of Autocratization', l'institut V-Dem tire la sonnette d'alarme pour la troisième fois concernant Maurice. Ainsi, selon le rapport, notre pays se trouve parmi les pays qui dérivent vers l'autocratie. Le rapport définit l'autocratie comme étant un régime à l'opposé de la démocratie, et inclut Maurice comme étant un « major autocratizer », où la démocratie serait « in steep decline ».

Dharam Fokeer, ancien ministre, aborde les répercussions auxquels Maurice peut s'attendre. « Ce qu'annonce V-Dem est très grave pour Maurice. Dans le passé, j'avais déjà prévenu le gouvernement des graves répercussions que ce genre d'annonce pourrait avoir sur notre pays », nous indique-t-il d'emblée.

Le constat de l'ancien ministre est lui aussi accablant. « Que ce soit au



niveau du Parlement ou au niveau des médias (surtout les radios privées et les journaux), il y a plusieurs atteintes à la liberté d'expression, dont le boycottage. À part le judiciaire, il n'y a aucune institution qui fonctionne de façon indépendante et démocratique. Tout est dicté depuis le sommet. Tout fonctionne selon les diktats du Premier ministre, qui dicte les institutions. Tout ceci nous ramène éventuellement vers un recul de la démocratie », fait-il ressortir.

Il souligne aussi que notre image au niveau international a encore une fois pris un sale coup. Maurice, qui était cité comme un modèle de démocratie

dans toute l'Afrique, y fait désormais pâle figure. Quid des répercussions ? Pour Dharam Fokeer, cela pourrait avoir un impact direct sur notre secteur touristique et par ricochet, sur toute l'économie. Même au niveau de l'investissement, les investisseurs penseront deux fois avant de venir investir dans le pays.

Le gouvernement pourra-t-il se ressaisir ? « Je ne crois pas que ce gouvernement va se ressaisir face à cette situation », affirme Dharam Fokeer. Il souligne que pour que nous ayons des résultats de ce genre, cela signifie que nous avons affaire à un gouvernement novice, sans aucune expérience, et qui est encore à ses balbutiements en ce qu'il s'agit de diriger le pays. « Il est clair que ce gouvernement doit partir, dans l'intérêt du pays », conclut l'ancien ministre.

Le gouvernement mène-t-il le football à la mort ?

Après avoir presque tué les courses hippiques au profit de ses bailleurs de fond, le gouvernement veut-il maintenant assassiner ce qu'il reste du football mauricien ? La décision du ministre de 'Youth Empowerment, Sports and Recreation', Stéphan Toussaint, de suspendre la 'Mauritius Football Association' (MFA) semble irréfléchie et illogique, au vu des conséquences qu'elle peut entraîner pour le foot, y compris pour le 'LFC International Academy Mauritius'. C'est d'ailleurs ce qu'a prévenu le 'Chief Member Associations Officer' de la FIFA, Kenny Jean-Marie, dans une lettre adressée à la MFA le 8 mars 2023. Et cela, alors même que le ministre Toussaint avait voulu faire croire le contraire.

Dans cette correspondance, Kenny Jean-Marie se dit « gravely concerned by such an incomprehensible decision » et rappelle que celle-ci entraînera une implication directe sur « the ability of the MFA to govern its affairs in light with its statutory obligations as a member association of FIFA ». Il souligne que la MFA et la FIFA ont tenté, à maintes reprises, d'ouvrir le dialogue avec le ministère de tutelle en vue de

trouver une solution constructive qui serait acceptable à toutes les parties concernées. Mais il se désole que la correspondance adressée au ministre Stéphan Toussaint le 20 décembre 2022 soit restée lettre morte.

« We are therefore of the opinion that the present situation of the MFA amounts to an undue third-party interference in the affairs of the MFA, thus putting the latter at greater risk of being suspended by the competent FIFA decision-making body, unless the relevant decision of the Ministry is revoked soon », dit-il. Et d'ajouter qu'une sanction de la FIFA empêchera au pays de participer à des compétitions internationales.

C'est d'ailleurs ce qu'avait prévenu le député travailliste Eshan Juman dès l'annonce du ministre Toussaint le 2 mars dernier. « La décision gouvernementale de dissoudre la MFA peut résulter en une série de répercussions désastreuses pour Maurice par la FIFA, risquant même notre participation aux JIOI et aux autres compétitions au niveau national, régional et international, comme cela avait été le cas pour l'Inde en 2022 », avait-il réagi sur sa page Facebook. La suite des événements

semblent lui avoir donné raison.

16 mars : date cruciale

Le ministre Toussaint dispose d'un délai de quatre jours, à partir d'aujourd'hui, pour changer de décision. En effet, il a jusqu'au 16 mars, selon la lettre du représentant de la FIFA, pour révoquer le comité temporaire qu'il a mis sur pied afin de permettre à la MFA de reprendre contrôle de l'association. Au cas échéant, le cas sera présenté devant la FIFA, aux risques et périls du football mauricien.

D'ailleurs, plusieurs questions se posent quant à la légitimité de ce comité technique mis en place par le ministre Toussaint. Malgré ce qu'a dit ce dernier, le Comité olympique mauricien (COM) dément être au courant de la décision gouvernementale de dissoudre la MFA alors que selon la loi, il devait être consulté avant qu'une telle décision ne soit prise. Cette affaire met ainsi le ministre des Sports dans un embarras singulier. S'il ne revoit pas sa décision d'ici le 16 mars et si une sanction est prise par la FIFA contre Maurice, ce sera au gouvernement d'en assurer les conséquences.

Sécurité en mer

Alain Malherbe déplore le laxisme des autorités

Des récents chavirements de bateaux, avec pertes de vies humaines, font l'actualité ces derniers temps. Ainsi, pas plus tard que le 9 mars, un bateau a chaviré dans la région de Pointe-des-Lascars et un homme de 69 ans a péri noyé. Qu'est-ce qui expliquerait ceci ? Négligence de ceux qui prennent la mer ? Laxisme des autorités ?



Alain Malherbe dit avoir averti le gouvernement, depuis quelque temps déjà, d'effectuer un contrôle sévère et de faire appliquer strictement les règlements en ce qui concerne la sécurité des embarcations qui effectuent des sorties en mer. Selon lui, plusieurs bateaux ne sont pas bien équipés pour les sorties en mer. Pour illustrer ses propos, il souligne qu'il y avait un manque de gilets de sauvetage sur le bateau qui a chaviré au large de Pointe-des-Lascars, et faisant un mort.

Puisqu'il n'y a aucun contrôle sur les bateaux ou sur les équipements, il y a ainsi plusieurs lacunes dans le dispositif de sécurité et de contrôle. Alain Malherbe déplore que « les autorités ne prennent jamais rien au sérieux et font ce qu'ils ont envie de faire. Mais il est grand temps que ces autorités commencent à assumer leurs responsabilités. À Maurice, on aime passer plusieurs lois, mais en ce qu'il s'agit de les mettre en application, c'est une autre histoire ». Il ajoute que « c'est malheureux de voir que le ministre de la Pêche ne fait pas son travail comme il ne faut. Si le ministre ne peut assumer ses responsabilités, il n'a qu'à démissionner de son poste de ministre pour laisser la place à une personne plus compétente et qui comprend mieux le dossier ».

Mais il convient de noter aussi que c'est la NCG qui est responsable de surveiller nos lagons et nos côtes, et qu'il est aussi de leur ressort de bien contrôler les embarcations. Pour que le travail se fasse, il faudrait ainsi une cohésion entre la 'Mauritius Ports Authority' (MPA), le ministère de la Pêche et la 'National Coast Guard' (NCG). Il faudrait aussi que les autorités concernées sortent de leur apathie et comment à faire appliquer les règlements.

Fête nationale

Rendez-vous de l'Opposition à la Place d'Armes

Les partis de l'Opposition, notamment le PTr, le MMM et le PMSD procéderont à une cérémonie de lever du drapeau ce dimanche 12 mars à 10 h 30 à la Place d'Armes, devant la statue du Père de la Nation, Sir Seewoosagur Ramgoolam. Les dirigeants de ces trois partis, Navin Ramgoolam, Paul Bérenger et Xavier Luc Duval, ensemble avec les membres de leurs partis, seront présents à cette occasion.

Accident fatal, hier
Un motocycliste de 37 ans perd la vie

Un motocycliste de 37 ans a perdu la vie dans un accident à Plaine-Champagne hier, samedi 11 mars 2023. Il participait à un rallye, aux côtés d'une centaine d'autres participants, lorsque l'accident est survenu.

Établissements scolaires

Le lever du drapeau aura lieu le lundi 13 mars

La célébration de l'Indépendance aura lieu dans les établissements scolaires le lundi 13 mars 2023. Cette célébration, qui devait initialement avoir lieu dans les écoles et les collèges le vendredi 10 mars 2023, avait été annulée, vu l'avis de fortes pluies émis par la station météorologique ce jour-là. À noter que le lundi 13 mars comptera comme une journée scolaire normale et les élèves devront regagner leurs salles de classe après la cérémonie.

55 years of Independence: Back to Basics

Undoubtedly, Mauritius has come a long way since its independence. Contrary to the pessimistic and gloomy forecasts of international experts at the time of independence, we have been able to get the country out of the stagnations by creating a climate conducive to investment, diversifying our economy and creating jobs while maintaining, against all odds, the Welfare State, in particular free public health, education, service and the non-contributory old age pension. Compulsory and free education up to the age of sixteen has put Mauritius, over these last 55 years, way ahead of many countries in Africa and Asia, in terms of being an “educated” nation.

We have the right, and what, to be proud of. We built ourselves as a nation in just 55 years without spilling a drop of blood. The country did not have to wait decades after 1968 to assert itself without British crutches.

Mauritius is often cited as a “*Miracle of peaceful coexistence*”, for how people with roots in Europe, Asia and Africa, living side by side in harmony and respecting the culture and religion of one and the other. We all love our country and with what is happening elsewhere, we feel lucky to be living here. Nevertheless, we need to inculcate the notion that we are all on the same ship and we need to cooperate, at home, at work, on our streets and schools are key in the endeavour to inculcate the spirit of tolerance and acceptance of the other. We really need to get our kids to learn how to work in teams which are diverse in terms of socioeconomic and ethno-religious backgrounds as well as in terms of academic levels, skills and competencies.

However, inequalities in the distribution of income and wealth are broadening the gap between the rich and the poor. Eradication of poverty is a major challenge. Other social ills include the proliferation of drugs, rampant criminality, rising unemployment, declining values etc. Other pressing issues concern a growing ageing population, housing crisis, climate change impact, environmental degradation etc.

On the other side, the ‘democratisation’ of the economy is not really happening, and entrepreneurs still face major obstacles. Corruption is another major issue. The youth seems disillusioned by politics and young graduates are apprehensive for their future. We have come a long way during the past five decades. It is now time to reflect on our past mistakes and shortcomings so that we can plan ingeniously for the next five decades...

The years are changing. But not the values. Some evolves according to the social context, but the most fundamental of them should not know of mutation because values are the foundation of a healthy society. Is ours healthy? We want to believe it because, despite the many unfortunate and regrettable indiscretions, the lack of courtesy and the other social ills that affect us, our society is not over! This year, the Republic of Mauritius is approaching an important turn in its young existence. It will celebrate its 55 years of independence, not without legitimate pride.

Thus, 55 years after acquiring an identity in its own right, the country has to rethink the social and moral values that elude it from day to day and on which it had also built its reputation. The erosion of values that we witness in all spheres of society must challenge us. We cannot remain indifferent and silent in the face of the trivialization, even the standardization of the incivility that manifests everywhere, on the street, at work, in school, in the hospital, in all these public places that we all attend. If nothing is done to reiterate the importance and practice of values, a day will dawn when it will be necessary to make national campaigns to raise awareness on the subject.

Today, unlike 30 or 40 years ago, kindness and courtesy, two characteristics that qualified the Mauritian, are no longer instinctive and spontaneous at home. It is sad to note that today, in training institutions, it is an obligation for trainers to regain the basis of civic citizenship for students.



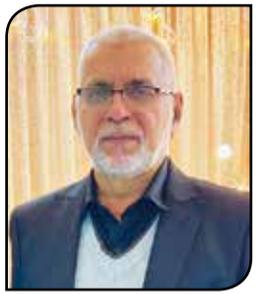
It is between the four walls of a training centre that one relearns to say “Hello”, “Thank you”, “Excuse me” or even to smile to the other.

On the eve of our 55 years of independence, as the country resolutely looks to the future, we must all take the time to stop and look back. To understand how and why moral values, the principles that govern the life of the citizen of our Republic are escaping. Why is the courtesy and respect for the traffic code also escaping many motorists, increasingly irresponsible and disrespectful on the road? Why is incivility taking over in the daily life of the Mauritians? Why ethical and human values do not seem to be suitable for contemporary living, dictated by consumerism? It would be pointless to blame anyone. It would be more logical for each of us to take charge of rectifying the shooting. And not

to make the mistake of believing that education will take care of it.

Besides moral values that need special attention, inequality in our society also need redress. There has been continuous equality struggle for civil rights, disability rights and women’s rights but here it is about greater economic equality. It crosses our imaginary capabilities to think that in a welfare state, workers have to go to the level of hunger strike to get a so-called decent salary and to obtain justice. This is a pure case of economic hardship and the sad story is that the degree of inequality in a country is largely determined by cases of economic hardship. Greater equality does not mean that all the people should be living in the same type of houses or doing the same jobs so on so forth, but moving towards more respect and get rewarded for the work they do.

The 55 years of independence gone, we need now to prepare for the next five decades. Henceforward, we need to reinvent ourselves! This begins by thinking about a new social model and defining the appropriate directions and institutions for a new, fairer, more egalitarian society, free from the barriers imposed by the institutions of Western-controlled internationals! We need concrete proposals with their practical methods of application and pedagogy to explain in a simple and straightforward way what needs to change, how and why! It is only on this one and only condition that we will be able to overthrow the hurdles in front of us.



Bashir Nuckchady

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique ‘Libre Expression’ ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

SHEIKH AL GHILANE ASSOCIATION

8 Harris Street, Port Louis

Res No. 9726

Annual General Meeting 2022

Notice is hereby given to the members of the SHEIKH AL GHILANE ASSOCIATION that they are invited to attend the Annual General Meeting (AGM) to be held **Tuesday 28 March 2023 at 21hr00** at the seat of the Association.

AGENDA

- Welcome speech by the President
- Treasury report
- Presentation and motion for approval of last A.G.M.
- A.O.B

Secretary
Mr. Muftar Yousoof Bolaky

Religious harmony for peace

Religion is an integral part of human existence. The world cannot have peace till countries and people begin to reduce their selfish desires for more and more material possessions. Differences in religious beliefs and practices should not hinder the progress of people working for world peace. They should work in harmony and cooperation in the true spirit of service. The diversity that exists in the whole world in terms of religion, culture and languages is highly unique.

Time and again, it has been pointed out by our elders that essential requirement for peace is to create a mindset to consider this world as a God's unique creation to live in peace and harmony with one another. No religion preaches violence.

Love, peace and compassion are central to all religions. The Holy Quran says, "Oh mankind, we have created you from males and females. Develop sense of brotherhood." Prophet Muhammad (saw) taught us to make peace and not to hurt the religious sentiments of others. Swami Vivekananda said, "We believe not only in universal toleration, but we accept all religions as true." Furthermore, Pope Francis stated that "Hostility, extremism and violence are not born of a religious heart: they are betrayals of religion. We, believers cannot be silent when terrorism abuses religion; indeed, we are called unambiguously to dispel all misunderstandings."

Therefore, religious leaders, political leaders and academic institutions should play a leading role in maintaining peace and harmony in the society. Interfaith dialogue has immense significance in minimizing differences among conflicting parties, so that world can become an embodiment of unity, love, brotherhood, peace and prosperity.

However, following the terrorist attacks of 11 September 2001 and other horrific acts of terrorism across the world, institutional suspicion of Muslims has escalated to epidemic proportions. Numerous states have responded to security threats by adopting measures that disproportionately target Muslims as presenting a high risk of radicalization. At the same time, widespread negative representations of Islam, and harmful stereotypes that depict Muslims and their beliefs as a threat have served to perpetuate, validate and normalize discrimination, hostility and violence towards Muslims.

In places where Muslims are in the minority, they often experience discrimination in accessing goods and services, in finding employment and in education. They are even denied citizenship or legal immigration status due to xenophobic perceptions that Muslims represent national security and terrorism threats. Muslim women are disproportionately targeted in Islamophobic hate crimes.

The good news is that many Governments have taken steps to combat Islamophobia by establishing anti-hate-crime legislation

and measures to prevent and prosecute hate crimes and by conducting public awareness campaigns about Muslims and Islam designed to dispel negative myths and misconceptions. In this same breadth, the United Nations General Assembly adopted a resolution, sponsored by 60 Member-States of the Organization of Islamic Cooperation (OIC), which designated 15 March as the 'International Day to Combat Islamophobia'.

The objective of observing this day is about uniting, not dividing and to seek to raise international awareness about the growing phenomenon of anti-Muslim hatred and more importantly, to demonstrate unfettered solidarity with all humankind, convey a strong message of respect for human dignity and reiterate our common commitment to unity in diversity.

But, what is indeed worrisome is that Islamophobia continues to find strong resonance in the political arena, ultimately leading to the institutionalization of Islamophobia through new legislation and policies, such as discriminatory travel bans and visa restrictions. Various academic studies have revealed that Islamophobia is most visible in certain media and in the discourse of far-right groups and political parties that tend to exploit and build on the general fear of Islam for electoral and economic gains. We have also noted with grave concern that a number of media outlets continue to propagate fear and negative stereotypes against Islam and the Muslims, and especially by acting as a

platform for the widespread dissemination of anti-Muslim rhetoric.

Despite its pervasive effects, Islamophobia remains poorly understood and discussions on how to address them are often fraught and complex. It seems essential to promote improving the information available about it, and to look for solutions to the problem, through greater understanding and full respect for human rights and fundamental freedoms.

It goes without saying that religious harmony will only work for the betterment of humankind. In spite of odd events of communal hatred and disharmony, among the common people, there exists hope for a fruitful dialogue with other religions to erase this feeling of Islamophobia and to build a better living environment.

Religion or politics should not in any way induce poison in the communities where this dialogue of life prevails. Instead, religions should become a catalyst for promoting this dialogue of life. Religions should make provisions for its followers to develop reciprocal reverences. It should stand against any kind of discrimination. In every respect, we should welcome all possible dialogical openings. Religions should advocate peaceful negotiations in times of unfortunate clashes. It would be a good gesture if religions could collectively be involved in serving humanity.

The Secretariat
MCC
9th March 2023

L'Islamophobie vise à faire accepter un modèle de l'Islam

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a décrété, l'an dernier, que le 15 mars soit observée comme la Journée internationale pour le combat contre l'islamophobie.

À cette occasion, la Société islamique de Maurice (SIM) a circulé, à l'intention des Imams et des Khateeb, l'ébauche d'un khutbah susceptible d'être exploité par ceux-ci pour leur sermon du vendredi 17 mars prochain.

De plus, la SIM compte mener, par le biais de l'affichage de banderoles, une campagne de sensibilisation de la population sur le combat contre l'islamophobie.

À l'occasion de la Journée internationale pour le combat contre l'islamophobie, décrétée par l'ONU, pour le 15 mars, il est important de sensibiliser les Musulmans, ainsi que la population, sur l'ampleur que prend l'islamophobie dans le monde, mais aussi sur l'évolution de l'islamophobie comme une stratégie organisée pour imposer sur l'Ummah un modèle de l'Islam acceptable à l'Occident.

Le monde a témoigné des récents incidents où le Qur'an a été brûlé, par des extrémistes, en Hollande, au Danemark et en Suède. Nous avons aussi vécu la réapparition des caricatures du Prophète (saw). Il y a eu aussi des remarques insultantes sur le caractère moral du Prophète (saw) en Inde. Tout ceci fait partie d'une stratégie pour dénigrer l'Islam et les Musulmans. Mais est-ce la vraie islamophobie ?

C'est quoi une phobie ? C'est une peur irrationnelle, illogique, souvent injustifiée. 'Islamophobie' est un terme inventé par l'Occident pour créer une fausse peur

de l'Islam et des Musulmans.

Ils avaient commencé par des allégations, ensuite des étiquettes telles que terroriste, islamiste ou radical. Nous témoignons maintenant d'agressions physiques, frôlant la purification ethnique: ex. les Musulmans Ouighours au Xinjiang ou encore les Rohingyahs en Birmanie.

L'origine de l'islamophobie remonte à la création d'Adam (as) quand Ibliss refusait de se prosterner. Il avait refusé qu'Allah accorde à l'homme le rôle de vice gérant. Il refusait que l'homme soit accordé le rôle de Khalifah.

À travers les âges, les différents peuples se sont rebellés contre tous les prophètes successifs. Ce fut la guerre ouverte contre ceux qui voulaient éliminer l'oppression par les hommes.

La révélation du Qur'an au Prophète Muhammad (saw) amena une autre type d'agressivité. Les Quraysh opposèrent le message de 'La ilaha illa Allah' parce qu'ils savaient leur autorité menacée.

Depuis, nous avons vu, dans l'histoire, les Croisades contre le peuple musulman. Nous avons eu le génocide en Bosnie, le génocide au Myanmar, ainsi que le génocide au Xinjiang tout comme au Kashmir. Nous avons aussi vu la destruction de mosquées en France comme en Inde. Ce fut la montée d'une idéologie suprémaciste d'extrême droite.

Nous avons aussi vu l'interdiction du hijab en Inde, au Danemark comme au Québec. Sans compter les remarques insultantes vis-à-vis du Prophète (saw), des Qur'an brûlés au Danemark, en Suède et en Hollande; et

la réapparition des caricatures contre le Prophète (saw) en France et au Danemark.

Il s'agit, à notre avis, d'actions d'éclat visant à mobiliser l'opinion publique, pour provoquer des réactions dans les pays à majorité musulmane, une façon de détourner l'attention de vraies cibles de l'islamophobie.

Nous devons comprendre que l'islamophobie est une stratégie bien calculée pour pousser les peuples à refuser la présence musulmane, mais surtout pour imposer sur l'Ummah un modèle de l'Islam qui leur soit acceptable. Le président français, dans une déclaration au sein de la Grande Mosquée de Paris, en décembre dernier, n'affirmait-il pas vouloir d'un Islam fidèle et qui promeut les valeurs de la République ; une Islam française théologiquement différente de l'Islam orthodoxe et qui soit politiquement conforme à la République.

Et cela avec la complicité de chefs d'États musulmans.

Pour revenir à l'islamophobie, il faut souligner qu'elle est parrainée par des groupes ou des partis d'extrême droite qui visent à promouvoir une idéologie suprémaciste raciste. Il y a, en Amérique, des partis d'extrême droite, qui soutiennent l'islamophobie. Tout comme en Angleterre, sans oublier l'extrême droite française avec le Front national ou encore la Reconquête.

En conclusion, ce qu'on doit retenir : l'islamophobie est une stratégie pour imposer sur l'Ummah un modèle passif de l'Islam. Une Islam qui abandonne l'engagement politique, social ou intellectuel pour une meilleure société, plus juste et équitable.

SIM

Inside Priyanka Chopra, Nick Jonas' Holi party in LA with Preity Zinta, lots of 'dancing and yummy food'



Priyanka Chopra and Nick Jonas had a colourful Holi with Preity Zinta, her husband Gene Goodenough and friends in Los Angeles. See inside pics from the Holi party hosted by Priyanka and Nick at their LA mansion.

On Thursday, Preity Zinta shared photos and videos of herself along with husband Gene Goodenough,

and friends celebrating Holi at Priyanka Chopra and Nick Jonas' Los Angeles home. The actor shared photos of herself, Priyanka, Nick and others with colours smeared on their faces as they enjoyed a day of 'dancing and yummy food'. Priyanka also took to Instagram to share a cute throwback picture of herself with Nick from last year's Holi celebration as she wished her fans on the festival.

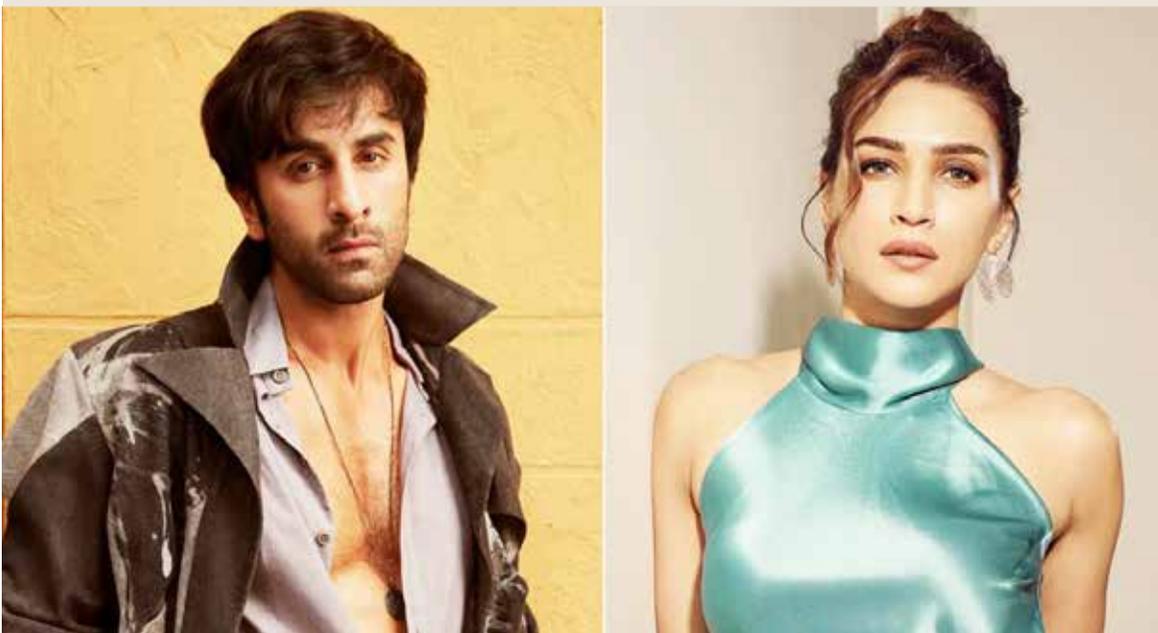
Ranbir Kapoor wants to work with Kriti Sanon! Filmmakers, are you listening?

Kriti Sanon, is one of the top league heroines in the industry currently. The actress has stunned the audience with remarkable on-screen camaraderie with her co-stars — be it in Bhediya alongside Varun Dhawan or Luka Chuppi and Shehzada opposite Kartik Aaryan. Recently, even Ranbir Kapoor expressed his wish to work with Kriti Sanon.

During the promotions of his recent film, Tu Jhoothi

Main Makkaar, Ranbir Kapoor was questioned about which actor and actress would he like to work with next. To this the actor mentioned Kriti's name.

It would be really interesting to see the two powerhouse performers like Ranbir Kapoor and Kriti Sanon to come together on-screen with a power-packed script. Fans of the duo can't keep calm listening to Ranbir's wish and hope it comes to life soon.



Anupam Kher speaks about his and Anil Kapoor's friendship with Satish Kaushik, says, 'I've lost a part of me'

Actor-director Satish Kaushik who had won hearts of many with his memorable performances, passed away this morning due to heart-attack. His mortal remains are in Delhi and will be brought to Mumbai after a post-mortem. Kaushik who's been a great friend to many in the industry has left a void which can't be filled. Anupam Kher spoke to the media on the behalf of his family.



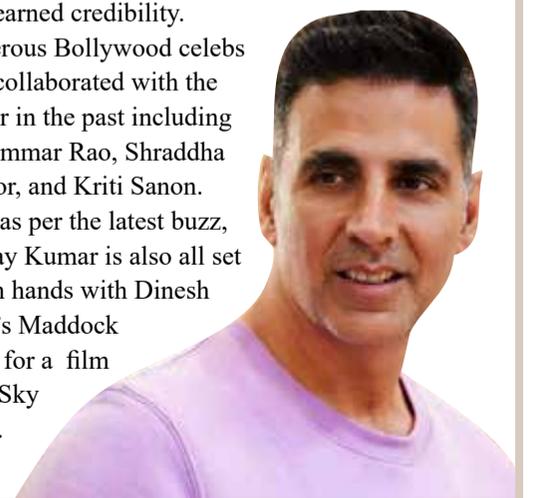
At 2am, Kher domestic staff came and told him, 'Satisji Satisji'. The actor thought Satish Kaushik must have come to meet him but then his staff revealed, 'Satisji ab nahi rahe (Satisji is no more)'. Anupam and Satish had met for dinner two days ago on the former's birthday.

Akshay Kumar to team up with Dinesh Vijan for a new film 'Sky Force'

Dinesh Vijan's Maddock Films signed Akshay Kumar for their upcoming flick titled Sky Force.

With films like Cocktail, Hindi Medium, and Stree, among many others, in the repertoire, filmmaker Dinesh Vijan and his banner, Maddock Films, have earned credibility.

Numerous Bollywood celebs have collaborated with the banner in the past including Rajkumar Rao, Shraddha Kapoor, and Kriti Sanon. Now, as per the latest buzz, Akshay Kumar is also all set to join hands with Dinesh Vijan's Maddock Films for a film titled Sky Force.



Brad Pitt voudrait fonder une famille avec sa nouvelle flamme, Ines De Ramon



Brad Pitt aurait hâte de s'installer avec Ines De Ramon car le couple envisage d'avoir des enfants ensemble.

Un initié a dit Magazine plus proche que la créatrice de bijoux de 30 ans a parlé à ses amis proches qu'elle et le Train à grande vitesse star sont "ouvertes" pour avoir un bébé ensemble.

Pitt et de Ramon ont déclenché des rumeurs de rencontres pour la première fois en novembre 2022 après avoir été capturés en train d'assister à un concert à Los Angeles.

Le duo s'est ensuite rendu au Mexique pour célébrer le nouvel an et un mois plus tard, ils ont été vus quittant un restaurant à Paris après avoir dîné.

Et si l'on en croit les rumeurs, Pitt voit un avenir avec l'ex-femme de Paul

Wesley et veut s'installer avec elle et fonder une famille.

Brad Pitt voudrait fonder une famille avec sa nouvelle flamme Ines De Ramon Brad Pitt voudrait fonder une famille avec sa nouvelle flamme Ines De Ramon

Brad Pitt aurait hâte de s'installer avec Ines De Ramon car le couple envisage d'avoir des enfants ensemble.

Un initié a dit Magazine plus proche que la créatrice de bijoux de 30 ans a parlé à ses amis proches qu'elle et le Train à grande vitesse star sont "ouvertes" pour avoir un bébé ensemble.

Pitt et de Ramon ont déclenché des rumeurs de rencontres pour la première fois en novembre 2022 après avoir été capturés en train d'assister à un concert à Los Angeles.



Le prince Harry et Meghan refusent-ils de participer au couronnement du roi Charles ?

Prince-Harry et Meghan Markle ont été officiellement invités à participer Roi Charles's couronnement, mais le couple a refusé de confirmer s'ils assisteront à l'événement historique.

Un porte-parole du couple a déclaré avoir reçu une correspondance par e-mail du bureau de Sa Majesté concernant le couronnement, et leur décision d'y assister ne sera pas divulguée pour le moment.

De plus, le Duc et Duchesse de Sussex ont été invités à quitter leur domicile britannique de Cottage Frogmore par Roi Charles. Le couple a confirmé qu'il lui avait été demandé de rendre les clés et qu'il aurait jusqu'à

l'automne pour sortir ses affaires de la Résidence Windsor.

Il y a des spéculations selon lesquelles l'expulsion pourrait inciter le couple à refuser l'invitation au couronnement. Les tensions restent vives entre Prince-Harry et sa famille, des informations suggérant qu'il n'est actuellement pas en contact avec son frère.

Bien que le roi soit dit désireux de se réconcilier avec son plus jeune fils, Prince William serait plus sceptique et ne veut pas Harry pour assister au couronnement après avoir été ciblé à plusieurs reprises dans les mémoires de Harry, De rechange.

Ce sont les robes les plus emblématiques des Oscars de tous les temps

Avant le coup d'envoi des Oscars 2023 le 12 mars, revoyez les meilleures robes qui ont jamais foulé le tapis rouge des Oscars.

Annuelle s'est transformé en un défilé, alors que les stars les plus grandes et les plus brillantes d'Hollywood sortent tous les arrêts de style.

Cas d'espèce ? Halle Berry s'est imposée comme une icône de la mode aux Oscars 2002 lorsqu'elle s'est glissée dans une robe Elie Saab risquée qui comportait des broderies florales stratégiquement placées pour couvrir sa poitrine.

De plus, elle est entrée dans l'histoire en tant que première femme noire à remporter le prix de la meilleure actrice. Ainsi, non seulement sa robe a repoussé les limites, mais elle a également brisé les barrières de l'industrie dans le processus.



Sommet franco-britannique :

Emmanuel Macron évoque un «nouveau départ»

Le président français a reçu vendredi à Paris le Premier ministre britannique Rishi Sunak pour un sommet franco-britannique visant à relancer l'alliance «essentielle» entre les deux pays après des années de brouilles. Lors de la conférence de presse conjointe entre les deux dirigeants, Emmanuel Macron a salué un «nouveau départ» pour Londres et Paris.

Emmanuel Macron et Rishi Sunak ont scellé, vendredi 10 mars, un «nouveau départ» et une «nouvelle ambition» dans la relation franco-britannique, à commencer par le délicat volet de la lutte contre l'immigration illégale, après des années de brouilles alimentées par le Brexit.

«C'est un moment de retrouvailles, de reconnexion et de nouveau départ (...). C'est un sommet d'une nouvelle ambition», a lancé le président français lors d'une conférence de presse commune à l'issue du premier sommet entre les deux pays depuis 2018.

«A new beginning, an entente renewed» («un nouveau départ, une



entente renouvelée»), a renchéri le Premier ministre britannique en référence à «l'entente cordiale» qui désigne généralement la relation entre les deux pays depuis un siècle.

Les deux dirigeants ont ainsi tourné la page d'une relation souvent houleuse entre l'ex-Premier ministre Boris Johnson et Paris, doublée d'incompréhensions récurrentes entre les deux côtés de la Manche.

L'ambiance avait été encore un peu plus plombée par l'éphémère successeur de Boris Johnson, Liz Truss, qui avait, un temps, refusé

de dire si le président français était «ami ou ennemi» du Royaume-Uni. «Un grand ami, assurément», a tranché Rishi Sunak, dans un entretien au quotidien Le Figaro, avant son arrivée à Paris.

Quinze jours avant une visite d'État en France du roi Charles III pour son premier déplacement à l'étranger, les deux dirigeants ont enchaîné les gestes de complicité, échangeant les maillots de leurs équipes de rugby nationales respectives, qui doivent s'affronter samedi dans le Tournoi des Six Nations, ou partageant des anecdotes autour du football.

«RÉFLÉCHISSEZ BIEN»: LA RUSSIE MENACE LA GÉORGIE DE CONNAÎTRE LE MÊME SORT QUE L'UKRAINE

À Tbilissi, les manifestants géorgiens ont réussi, après trois jours d'une vaste mobilisation, à faire reculer leur gouvernement et le Parlement qui entendaient adopter un projet de loi contre «les agents de l'étranger». Moscou dit voir dans cet épisode une tentative de coup d'État dirigé depuis l'étranger et a comparé l'actualité de la Géorgie aux événements survenus à Kiev en 2014.

Rapprochant la situation de celle de l'Ukraine en 2014, le représentant du ministère des Affaires étrangères russe en Crimée a incité les Géorgiens à y «réfléchir à deux fois» avant de pousser plus loin dans l'opposition à leur gouvernement.

Ces déclarations succèdent à la révocation par le parlement géorgien du projet de loi contesté après trois jours de manifestations ayant rassemblé des dizaines de

milliers de personnes. Les manifestants comparaient ce projet de loi abandonné à un texte en vigueur en Russie, portant lui aussi sur les «agents de l'étranger» et utilisé pour faire taire les ONG, les médias et les opposants du Kremlin.

Ce retrait a été célébré dans la foulée par des centaines de personnes qui se sont rassemblées près du Parlement pour se réjouir de leur victoire, en brandissant des drapeaux de la Géorgie et des pancartes «Nous sommes l'Europe».

La lecture de Moscou

La lecture de l'événement est cependant bien différente en Russie. La présidence russe a tout d'abord estimé que ce projet de loi décrié n'était qu'un prétexte, voyant dans le mouvement de contestation en Géorgie «la main» des États-Unis s'efforçant de provoquer «un sentiment antirusse».

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a estimé que les manifestations étaient «orchestrées depuis l'étranger», les comparant à la révolution de 2014 en Ukraine, que Moscou considère comme un coup d'État fomenté par l'Occident. Le but est d'obtenir un «changement de régime par la force», a-t-il assuré, sans toutefois étayer ses accusations.



La Russie a présenté vendredi comme une «tentative» de coup d'État occidental les manifestations massives en Géorgie qui ont contraint le gouvernement à abandonner un projet de loi comparé par ses détracteurs à une législation russe répressive.

milliers de personnes.

Le texte prévoyait l'inscription officielle comme «agent de l'étranger» de toute organisation ou média dépassant 20% de financement par des capitaux extérieurs à la Géorgie.

En Chine, Li Qiang désigné premier ministre

Ce proche du président Xi Jinping, qui vient d'obtenir un nouveau mandat de cinq ans, succède à Li Keqiang, en poste depuis 2013.

Li Qiang, considéré comme l'un des hommes de confiance les plus proches de Xi Jinping, a été désigné samedi 11 mars nouveau premier ministre de la Chine, au lendemain de la reconduction pour un troisième mandat du président chinois.

Xi Jinping, 69 ans, a obtenu vendredi un nouveau mandat de cinq ans de président de la Chine, après un vote à l'unanimité du Parlement, l'aboutissement d'une ascension qui l'a vu devenir le dirigeant le plus puissant du pays depuis des générations. Le Parlement étant, dans la pratique, inféodé au Parti communiste (PCC) au pouvoir, l'issue du scrutin ne faisait aucun doute.



Samedi lors d'un autre vote des députés réunis au Palais du peuple à Pékin, Li Qiang, seul candidat au poste de premier ministre, a obtenu 2 936 votes pour, trois contre et huit abstentions. Cet homme de 63 ans, ancien responsable du Parti communiste à Shanghai, dont l'image avait quelque peu été ternie au printemps lors du confinement chaotique de sa ville, succède à Li Keqiang, en poste depuis 2013.

Le premier ministre chinois est à la tête du Conseil d'Etat. Sa fonction est traditionnellement associée à la gestion quotidienne du pays et à la conduite de la politique macroéconomique. Li Qiang, qui avait été propulsé au rang de numéro deux du Parti communiste (PCC) en octobre, ne dispose d'aucune expérience au niveau du gouvernement central, contrairement à la quasi-totalité des ex-premiers ministres.

Complicité avec Xi

Il a cependant accompli un long parcours au sein de l'administration locale et a endossé d'importantes fonctions de direction dans les riches provinces côtières du Zhejiang (est) et du Jiangsu (est). Li Qiang était le chef de cabinet de Xi Jinping lorsque celui-ci était à la tête du parti dans le Zhejiang entre 2004 et 2007. Ses promotions, rapides depuis, reflètent le haut niveau de confiance que lui accorde le numéro un chinois.

Suite à une nouvelle déconvenue en Ligue des Champions, le PSG devra recruter pour continuer à aller de l'avant. Pour entourer sa star Kylian Mbappé, les dirigeants qataris ont déjà plusieurs idées.

Éliminé en Ligue des Champions face au Bayern Munich, il y a fort à parier que le club de la capitale s'apprête à vivre un nouveau mercato à rebondissement. En effet, il est clair que les hautes sphères du PSG réfléchissent d'ores et déjà à de nombreux changements et à de potentielles nouvelles recrues. Avec les très probables départs de certains joueurs devenus indésirables, les retours de prêts et les souhaits de la direction des Rouge et Bleu, le prochain mercato s'annonce déjà important pour Paris.

Ce jeudi matin, une source proche du club expliquait à «L'Équipe» que cette défaite ne faisait que confirmer qu'ils devaient «continuer à reconstruire» le Paris Saint-Germain : «Il y a les joueurs, bien entendu, mais il y a aussi tous les changements dans notre organisation, qui doivent permettre d'avoir plus de sérénité. Cette élimination ne remettra pas ça en question». Pour le quotidien français, Luis Campos aurait



Le Paris Saint-Germain aurait déjà ciblé des recrues pour le mercato

déjà ciblé certains gros noms européens. Plus que jamais en danger, le Portugais se doit de frapper un grand coup. Le défenseur de l'Inter Milan Skriniar devait déjà poser ses valises dans la capitale l'été dernier, mais finalement l'affaire avait capoté. Néanmoins, le Slovaque devrait bien retrouver les rangs parisiens cet été en tant que joueur libre.

D'autres noms comme ceux de Pau Torres, lié à Villarreal jusqu'en juin 2024, et celui d'Ibrahim Sangaré, fraîchement prolongé au PSV, sont cités. On peut aussi ajouter à ces noms celui du jeune Manu Koné, milieu de 21 ans appartenant au Borussia Mönchengladbach.

Ce qui est certain, c'est que l'attaque du PSG sera un des dossiers chauds du club. Il est évident que la formation

parisienne ne voudra jamais se séparer de son génie Kylian Mbappé, mais l'avenir de ses deux autres stars Neymar et Messi est plus flou. Luis Campos devrait malgré tout tenter le coup Bernardo Silva, annoncé sur le départ du côté de Manchester City. Enfin, Paris garderait aussi un œil sur Victor Osimhen. Bien que ce dernier ait récemment déclaré son amour à la Premier League, les dirigeants qataris feraient tout pour le recruter. D'après «L'Équipe», l'agent du Nigérian de 24 ans, éblouissant avec Naples depuis le début de la saison, aurait rendez-vous avec des représentants du PSG.

S'il est évident que les fonds du PSG ne manquent pas, l'actuel leader de L1 devra cependant faire attention à ses dépenses car il est dans le viseur du fair-play financier. Assez pour les empêcher de rêver plus grand ?

Le cas Cancelo interrogé en Allemagne



Auteur de débuts prometteurs avec le Bayern Munich, Joao Cancelo est depuis passé au second plan. Interrogé sur la gestion du latéral portugais, Hasan Salihamidžić a indiqué qu'il reste un joueur «très important» pour les Bavarois.

Recrue phare du Bayern Munich cet hiver, en provenance de Manchester City, João Cancelo est déjà passé au second

plan. Moins utilisé par Pep Guardiola après le Mondial au Qatar, le Portugais a alors décidé de partir afin de se relancer et, surtout, de jouer.

Titulaire lors de ses 4 premiers matches, Cancelo avait livré de belles prestations avec 2 passes décisives en 2 matches avec le Bayern. Puis il a démarré les 4 prochaines rencontres sur le

banc. Ce week-end face à Stuttgart, il n'est même pas entré en jeu. Une situation qui ne semble pas vraiment lui plaire.

Interrogé sur la situation du polyvalent latéral, Hasan Salihamidžić, directeur sportif bavarois, a indiqué qu'il est très important pour le club malgré son faible temps de jeu : «João sera toujours un joueur très important pour nous. Il n'a pas joué, s'entraînant comme il l'avait imaginé ces derniers temps. Nous communiquons bien avec lui. C'est un joueur exceptionnel qui sera important», a-t-il déclaré après la qualification en quart de finale de Ligue des champions, aux dépens du PSG.

Rappelons que Joao Cancelo est prêté par Manchester City au Bayern Munich avec une option d'achat non obligatoire de 70 millions d'euros.

Frenkie de Jong clame son amour pour le Barça

Dans une interview accordée à la radio catalane 'RAC1', Frenkie de Jong a confié sa volonté d'évoluer au FC Barcelone encore de nombreuses années.

Fortement courtisé par Manchester United l'été dernier, Frenkie de Jong est finalement resté au FC Barcelone où il a réussi à retourner la situation à son avantage. Peu utilisé par Xavi la saison passée, le Néerlandais a repris sa place de titulaire au sein du onze barcelonais.

Malgré sa forte valeur marchande, les dirigeants du Barça ne souhaitent plus vendre le milieu de terrain, considéré désormais comme le futur du club. Et le Batave ne semble pas non plus vouloir quitter la Catalogne de sitôt.

Dans un entretien à 'RAC1', Frenkie de Jong a réaffirmé son désir de poursuivre sa carrière au FC Barcelone, malgré les rumeurs insistantes l'envoyant à Old Trafford. «Je suis très calme ici, très heureux au Barça. Je veux rester à Barcelone encore de nombreuses années.»

Pour rappel, le contrat de Frenkie de Jong avec le Barça court jusqu'en 2026.



Manchester United vers un rachat par le Qatar ?

Manchester United, l'un des plus grands clubs du monde pourrait changer de propriétaire. D'après 'RMC Sport', les Qataris se seraient positionnés sur le rachat de Manchester United via la fondation Nine Two.

En effet, en plus du Paris Saint-Germain, les Qataris souhaiteraient ajouter un monument du football européen à leur portefeuille. La fondation appartenant au Cheik Jassim Bin Hamad Al-Thani, serait prête à déboursier autour de 5 milliards d'euros. Toujours selon le média français, l'offre des Qataris aurait de l'avance sur celle émise par le groupe INEOS, représenté par l'anglais Jim Ratcliffe, également propriétaire de l'OGC Nice.

Déterminés à récupérer l'actuel 3ème de Premier League, le Qatar a déjà soumis une offre de 4,5 milliards d'euros au club anglais. Bien que toujours en course contre INEOS, le Cheik Jassim Bin Hamad Al Thani compte bien convaincre la famille Glazer, actuelle propriétaire du club mancunien, et propose de racheter la dette totale du club, estimée à 580 millions d'euros. L'offre finale pourrait donc finalement tourner autour de 5 milliards d'euros.



Selon les dernières informations de 'Revelo', le PSG va organiser une réunion ce jeudi décider de l'avenir de Christophe Galtier. Énérvé après la prestation d'hier, Nasser Al-Khelaifi n'est pas satisfait et voudrait un changement immédiat dans la direction de l'équipe.

Le Paris Saint-Germain a connu une nouvelle terrible désillusion en Ligue des champions, sorti comme l'an dernier dès les huitièmes de finale par le Bayern Munich (2-0) un soir où absolument rien n'a fonctionné, mercredi en Bavière.

Le binôme Christophe Galtier (entraîneur) et Luis Campos (conseiller football) va devoir répondre de ce couac. Et il semblerait qu'ils ne vont pas tarder à devoir donner des explications.

Selon 'Revelo', la direction du PSG va convoquer une réunion avec l'entraîneur parisien ce jeudi afin de décider de son avenir. Le président Nasser Al-Khelaifi serait très énérvé de cette nouvelle contre-performance en Ligue des Champions, et veut demander des comptes à son entraîneur.



L'avenir de Galtier remis en question, Tuchel refait surface

Le directeur sportif parisien, Luis Campos, ne serait pas encore dans la ligne de mire du président qatari. Mais le nom du successeur de Galtier aurait déjà été trouvé.

La source citée ajoute que Nasser Al-Khelaifi voudrait faire revenir Thomas Tuchel sur le banc parisien. Des contacts auraient déjà eu lieu depuis plusieurs semaines, alors qu'il ne reste «que» la Ligue 1 à Galtier pour prouver qu'il est

encore l'homme de la situation...

Après la rencontre face au Bayern ce mercredi soir, l'entraîneur du PSG a déjà fait un pré-bilan de sa saison : «On va faire en sorte d'aller chercher le titre de champion de France. Est-ce une mauvaise saison si on est que champion... ? Je laisse aux gens le soin de juger. Évidemment qu'il y avait beaucoup d'attentes sur la Ligue des champions.»

Des incidents aux abords du Stade de France avaient empêché de nombreux supporters, la majorité de Liverpool, d'accéder à l'enceinte pour la grande finale de la Ligue des Champions 2022. Le Real Madrid vient de publier un communiqué en rejetant la faute sur l'UEFA.

Attente interminable, supporters et familles aspergés de gaz lacrymogènes ou victimes de vols... Le dispositif de maintien de l'ordre lors de cette finale de la Ligue des champions avait donné lieu le 28 mai 2022 à des scènes de chaos à Saint-Denis, provoquant une vive polémique en France et en Angleterre.

«Au nom de l'UEFA, je voudrais présenter très sincèrement nos excuses, une nouvelle fois, à tous ceux qui ont été impliqués dans les incidents», a déclaré son secrétaire général Theodore Theodoridis, cité dans un communiqué. «En particulier, je voudrais présenter nos excuses aux supporters de Liverpool pour ce qu'ils ont vécu», a-t-il ajouté.

Un rapport de l'UEFA publié il y a moins d'un mois épinglé aussi la Préfecture de police et la Fédération française de football (FFF), à qui l'UEFA avait délégué certains aspects organisationnels après le retrait de la tenue du match à Saint-Petersbourg, en raison de l'invasion russe de l'Ukraine, et sa réattribution en urgence à la France.

Mais pour le Real Madrid, le seul coupable est bien l'UEFA. Le club de la Maison Blanche a publié un communiqué en se justifiant de ne pas souhaiter participer au processus



Le Real Madrid charge l'UEFA contre les incidents du Stade de France

d'indemnisation contre les supporters désabusés :

En relation avec les graves incidents survenus aux abords du Stade de France à Saint-Denis, Paris, le 28 mai 2022, à l'occasion de la finale de la Ligue des Champions entre le Real Madrid C. F. et le Liverpool FC, le club souhaite communiquer ce qui suit :

À la lumière des conclusions des experts et de la gravité des faits décrits ci-dessus, le Real Madrid s'est entretenu avec l'UEFA afin d'évaluer l'indemnisation qui serait offerte aux supporters. Notre club a toujours été confiant que ces solutions seraient à la hauteur de la gravité des faits, de l'étendue des dommages causés et de la responsabilité de l'UEFA.

Malheureusement, notre club considère que la proposition de l'UEFA, communiquée officiellement mardi dernier et consistant exclusivement en

un remboursement du prix du billet, qui est en outre conditionné par le respect d'une série d'exigences, y compris la preuve de l'heure d'accès au stade, est insuffisante.

Pour cette raison, le Real Madrid a décidé de ne pas coopérer à la procédure d'indemnisation limitée promue par l'UEFA, à qui nous demandons de rectifier et d'assumer sa pleine responsabilité.

Dans ces circonstances, un service d'assistance en ligne sera mis en place dans les prochains jours afin que tous les membres et fans du Real Madrid qui ont subi des dommages de toute nature lors de la finale de la Ligue des champions 2022 à Paris puissent évaluer les réclamations appropriées contre l'UEFA dans la défense de leurs intérêts personnels légitimes. Le club communiquera les détails du service d'assistance mentionné dans les prochains jours.

L'Atlético Madrid se positionne aussi pour Brozovic



Marcelo Brozovic, qui semble vouloir quitter l'Inter Milan à la fin de la saison, risque d'avoir le choix. Si le FC Barcelone ne cache pas son grand intérêt pour le joueur croate, c'est l'Atlético Madrid qui commencerait désormais à se renseigner, indique 'Sport'.

La neuvième saison de Marcelo Brozovic à l'Inter Milan est sûrement la dernière. Le Croate a déjà failli quitter l'Italie lors du dernier mercato hivernal suite à un potentiel échange avec Franck Kessie du FC Barcelone, mais cela ne s'est pas finalisé.

Le club 'blaugrana' devrait retourner à la charge cet été, pour recruter le joueur de 30 ans, mais il risque de ne pas être le seul. Le quotidien 'Sport' annonce ce mercredi que l'Atlético Madrid serait très attentif aux performances et au futur de Brozovic.

D'autres clubs comme le Paris Saint-Germain et Chelsea sont également intéressés, ce qui promet un mercato estival agité. L'ancien joueur du Dinamo Zagreb a joué plus de 300 matchs avec les 'nerazzurri' depuis 2015, et remporté quatre trophées.

SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Pourquoi Alpine a fait signer Esteban Ocon pour trois ans

En 2021, Alpine a décidé de faire confiance à Esteban Ocon sur le long terme. Pour Laurent Rossi, ce pari est payant.

En juin 2021, Alpine F1 Team annonçait la signature d'un nouveau contrat avec Esteban Ocon liant l'avenir du pilote français au sien jusqu'à la fin de la saison 2024. Ocon aura alors disputé cinq saisons de Formule 1 au sein de la structure d'Enstone, et jusqu'à présent, ses performances donnent satisfaction. Après avoir été dominé par Daniel Ricciardo pour son retour dans l'élite en 2020, le tricolore a affiché un niveau proche de celui de Fernando Alonso ces deux dernières années, jusqu'à devancer le double Champion du monde au classement général 2022, en partie grâce aux aléas de la fiabilité.

Pour Laurent Rossi, PDG d'Alpine, le succès de celui qui a été titré coup sur coup en F3 Europe et en GP3, il y a une petite dizaine d'années, n'est pas une surprise. "Je savais que ce garçon avait eu du succès dans toutes les catégories, avait couru contre Max [Verstappen,



en F3], Charles [Leclerc, en karting], tous les top pilotes d'aujourd'hui, et il les a battus par le passé", souligne Rossi dans le podcast Beyond The Grid.

"Je me suis dit : 'Il a du potentiel, mettons-le dans une position plus confortable – pas complètement confortable, parce qu'il faut qu'il reste alerte,

c'est important – mais voyons voir ce dont il est capable avec de la tranquillité d'esprit'. C'est pourquoi nous avons décidé de parier sur lui pour trois ans et de lui laisser un peu de temps, parce qu'à l'époque, soyons honnêtes, personne ne voulait venir chez Alpine. Il était le meilleur pilote que nous puissions obtenir."



Red Bull est "sur une autre planète" en course, selon Leclerc

Charles Leclerc exhorte Ferrari à trouver l'explication derrière l'écart "fou" dans le rythme de course de son équipe par rapport à celui de Red Bull au GP de Bahreïn.

Charles Leclerc avait commencé sa saison 2022 avec une pole position et une victoire à Sakhir, le début de la campagne 2023 du Monégasque sur ce même circuit n'a pas été aussi heureux puisqu'une défaillance moteur l'a empêché de voir l'arrivée.

Et s'il n'avait pas dû abandonner, Leclerc se serait contenté d'un résultat inférieur à celui de 2022 en raison de la supériorité des Red Bull : battu en qualifications par Max Verstappen et Sergio Pérez, le pilote Ferrari a un temps tenu la deuxième place avant d'être dépassé par le Mexicain à l'approche de la mi-course.

La principale cause du retard de la F1-75 sur la RB18 l'an passé était le manque de performance en

ligne droite, les progrès faits dans ce domaine à Maranello pendant l'hiver ont cependant créé un nouveau déficit. "Nous manquons [de performance] dans les virages maintenant", a confié Leclerc à Motorsport.com.

Plus précisément, le Monégasque a déploré la grande différence de rythme entre sa machine et celle de Verstappen et Pérez en course. "[Notre rythme] n'est pas assez bon", a-t-il ajouté. "Nous sommes loin de Red Bull, donc nous devons faire des efforts et comprendre ce qu'ils ont trouvé pendant [l'intersaison] parce qu'ils sont sur une autre planète en termes de rythme de course. Pour l'instant, nous ne savons pas."

Ferrari F1 va perdre un responsable technique important



Motorsport.com est en mesure de vous révéler que la Scuderia Ferrari va subir le départ surprise de son responsable du concept du véhicule, David Sanchez, alors que vient tout juste de débiter la saison 2023 de Formule 1. Le Français, qui est au sein de l'écurie depuis plus de dix ans désormais, était en charge du design et du développement des monoplaces ces deux dernières saisons.

Il avait à l'origine rejoint l'écurie fin 2012, en provenance de McLaren, en tant qu'aérodynamicien en charge de

la partie avant de la monoplace, avant de remplacer Dirk de Beer au poste de responsable de l'aérodynamique en 2016. C'est sous sa direction et avec l'aide de Simone Resta que l'écurie a redressé la barre en profitant de la refonte réglementaire de 2017, en même temps que Mattia Binotto jouait sa partition côté moteur, retrouvant la lutte pour le titre mondial avec la SF70H.

En 2019, accompagnant la prise de pouvoir de Binotto, il fut nommé à la

tête du département aéro avant d'être promu responsable du concept du véhicule début 2021. Il a donc piloté le travail sur la F1-75 de la saison 2022 et l'actuelle SF-23, faisant donc plutôt réussir à Ferrari le tournant de la révolution technique même si cela ne s'est pas matérialisé par le moindre titre. Sanchez était un élément clé sous le commandement de Mattia Binotto, qui a lui-même quitté la Scuderia en fin d'année dernière après quatre saisons à sa tête pour que Frédéric Vasseur lui succède durant l'hiver.

Man. Utd v/s Southampton

Les Mancuniens en forme

Cette fin de saison s'annonce plus passionnante que jamais pour les fans de Manchester United. Après leur sacre en Carabao Cup, ils sont toujours présents pour les 8èmes de finale de l'Europa League et les quarts de finale de la FA Cup. Certes, l'équipe d'Erik Ten Hag reste sur une très lourde défaite, dans le derby d'Angleterre, face à Liverpool, le week-end dernier (7-0). Elle a pu relever la tête, jeudi dernier, en s'imposant face au Betis Séville, lors du 8ème de finale aller de C3 (4-1).

Les coéquipiers de Marcus Rashford s'attendent désormais à renouer avec le succès en Premier League. Et l'actuel 3ème du championnat anglais aura de quoi le faire ce dimanche, lors de la réception de Southampton.

Son adversaire du jour est en grande difficulté depuis le début de cette édition. Il est actuellement à la 19ème place du classement.

Les Saints sont à 1 longueur du premier non-relégable. Ils viennent d'ailleurs de perdre 2 de leurs 3 derniers déplacements en Premier League. Une situation compliquée au moment de préparer ce match du côté d'Old Trafford. Manchester United tentera de faire le job, pour consolider encore un peu plus sa position sur le podium du championnat anglais.

L'entraîneur des Red Devils, Ten Hag, s'est exprimé avant le match de l'équipe mancunienne

contre Southampton dimanche. Le Néerlandais a été interrogé sur le retour de Martial auquel il a dit que le Français «est sur le chemin du retour».

Manchester United a déjà jeté son dévolu sur le match de Premier League contre Southampton dimanche après avoir battu le Betis 4-1 lors du match aller des huitièmes de finale de la Ligue Europa.

Ten Hag s'est présenté devant les médias dans la salle de presse et a parlé du possible retour de Martial ainsi que du temps de jeu considérable de Weghorst depuis l'arrivée de l'attaquant à Old Trafford.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient prudents quant au retour du Français après les re-

chutes qu'il a eues cette saison, l'entraîneur a répondu : «Ouais, mais je pense que, tout le temps, nous avons un bon plan et jusqu'à présent il [n'a pas] toujours [bien travailler]. Mais il est sur le chemin du retour; il est de retour à l'entraînement, mais nous serons prudents, oui.»

Anthony Martial n'a pas joué depuis début février, quand il est revenu d'une blessure avant de subir un revers à la hanche.

Sur l'importance de Weghorst dans le onze de départ et dans ses plans, l'ancien entraîneur de l'Ajax a déclaré : «Il est physiquement capable de jouer beaucoup de matchs. C'est un joueur très en forme et il récupère très bien. Est-ce que je m'y attendais ?» Je m'attendais à ce qu'il joue beaucoup, mais évidemment nous avons une blessure avec Anthony Martial, donc c'est évident que c'est la raison principale pour laquelle il joue tous les matchs du début à presque la fin. [Contre] Barcelone, je pense que je l'ai enlevé, mais beaucoup d'autres matchs auxquels il a joué, et je pense qu'il se débrouille bien en tant qu'attaquant ou en tant que n° 10 au milieu de terrain, il apporte également de bonnes performances.

